

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 2499

9 octobre 2013

SOMMAIRE

AB Acquisitions Luxco 4 S.à r.l.	119911	Barena Invest S.à r.l.	119910
AB Acquisitions Luxco 6 S.à r.l.	119908	Beau S.à r.l.	119914
Abacus Consulting & Solutions S.A.	119911	Beautiful S.A.	119914
ABC S.A.	119911	Belle Plage S.A. - SPF	119914
Acelux S.C.A., S.P.F.	119907	Bessonnat S.A.	119913
ACR Cargo Express Sàrl	119908	Bluestar Silicones International S.à r.l. ..	119909
Advertizing & Business Consulting ABC	119910	Boucherie-Charcuterie Joseph Ronk, S.à r.l.	119912
Agence Steil et Zeimetz S.à r.l.	119908	Brady Finance Luxembourg	119913
Agricultural and Forestal Development Company (A.F.D. Company)	119906	Bupanel S.à r.l.	119952
Aim Capital Investment S.A.	119912	Buzios Trading S.A.	119952
Aischener Stuff S.à r.l.	119912	Caves Krier Frères, s.à r.l.	119915
Akena	119907	Caves Krier Frères s.à r.l. & Cie, s.e.c.s. ..	119915
Altawin S.à r.l.	119912	Chestnut 1 S.à r.l.	119952
Amazon Eurasia Holdings S.à r.l.	119907	Chestnut 2 S.à r.l.	119915
Anca Vin S.à r.l.	119911	Cidra Holding S.à r.l.	119915
Antea	119912	Cidron Food Holding S.à r.l.	119915
Any-2 S.à r.l.	119913	Cidron Power LP S.à r.l.	119937
ARC China Investment Funds	119913	Coca-Cola Beverages Asia Holdings Sàrl	119914
Arcitro S.A.	119913	Cogeco Cable Luxembourg Holding S.à r.l.	119943
Arenamex Invest 1 S.à r.l.	119911	CRX Markets S.A.	119916
Arielle-1 S.à r.l.	119907	DH P Alpha S.à r.l.	119934
ARZO Capital S.A.	119910	DH P S.à r.l.	119945
Askella Holdings S.à r.l.	119936	Five Arrows Secondary Opportunities III Soparfi SCA	119949
Aspelt Investment S.A.	119909	FPServices S.A.	119939
Athamas Holdings S.à r.l.	119909	Freepost S.à r.l.	119947
Athamas Holdings S.à r.l.	119909	Hermance S.à r.l.	119906
Au Bon Tonneau S.à r.l.	119908	Odyssey S.à r.l.	119906
Aurora Capital Management Sàrl	119907	Winch Venture S.A.	119906
Austin Friars S.à r.l.	119908		
AXA Canuts S.à r.l.	119909		
Balminor S.A.	119910		

Winch Venture S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2132 Luxembourg, 36, avenue Marie-Thérèse.

R.C.S. Luxembourg B 83.615.

Le bilan au 31.12.2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 21 août 2013.

Pour ordre

EUROPE FIDUCIAIRE (Luxembourg) S.A.

Boîte Postale 1307

L – 1013 Luxembourg

Référence de publication: 2013120254/14.

(130145460) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 août 2013.

Hermance S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 167.261.

Statuts coordonnés, suite à l'assemblée générale extraordinaire reçue par Maître Francis KESSELER, notaire de résidence à Esch/Alzette, en date du 2 avril 2013 déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Esch/Alzette, le 2 mai 2013.

Francis KESSELER

NOTAIRE

Référence de publication: 2013120294/13.

(130145922) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 août 2013.

Odyssey S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1855 Luxembourg, 47, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 154.081.

EXTRAIT

Le siège social de l'associé unique de la Société, SPARK ENTERTAINMENT LIMITED, a été transféré du 22, Grenville Street, St Helier, JE4 8PX, Jersey au Lime Grove House, Green Street, St Helier, JE1 2ST, Jersey avec effet à partir du 28 novembre 2012.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la Société

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2013120304/16.

(130145890) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 août 2013.

Agricultural and Forestal Development Company (A.F.D. Company), Société Anonyme.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 37.245.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour AGRICULTURAL AND FORESTAL DEVELOPMENT COMPANY (A.F.D. COMPANY)

Intertrust (Luxembourg) S.A.

Référence de publication: 2013120348/11.

(130146466) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 août 2013.

Aurora Capital Management Sàrl, Société à responsabilité limitée.

R.C.S. Luxembourg B 164.168.

La Convention de Domiciliation, conclue en date du 22/09//2011 avec la société AURORA CA MANAGEMENT SARL, ayant précédemment son siège social à L-2420 Luxembourg, 11, Avenu Reuter, et inscrite au Registre du Commerce et des Société de Luxembourg section B numéro 164.16 résiliée avec effet au 30/01/2012.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

SOCIETE GENERALE BANK & TRUST

Référence de publication: 2013120335/11.

(130146929) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 août 2013.

Arielle-1 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2146 Luxembourg, 74, rue de Merl.

R.C.S. Luxembourg B 153.218.

Les comptes annuels au 31.12.2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 23 août 2013.

Référence de publication: 2013120331/10.

(130146763) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 août 2013.

Amazon Eurasia Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2338 Luxembourg, 5, rue Plaetis.

R.C.S. Luxembourg B 120.646.

Les statuts coordonnés suivant l'acte n° 67138 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013120320/10.

(130146511) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 août 2013.

Akena, Société Anonyme.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 1, boulevard de la Foire.

R.C.S. Luxembourg B 152.158.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fait à Luxembourg, le 23 août 2013.

Référence de publication: 2013120319/10.

(130146740) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 août 2013.

Acelux S.C.A., S.P.F., Société en Commandite par Actions - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 38, boulevard Joseph II.

R.C.S. Luxembourg B 80.924.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

COMPAGNIE FINANCIERE DE GESTION LUXEMBOURG S.A.

Boulevard Joseph II

L-1840 Luxembourg

Signature

Référence de publication: 2013120343/13.

(130146784) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 août 2013.

ACR Cargo Express Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1466 Luxembourg, 12, rue Jean Engling.

R.C.S. Luxembourg B 81.660.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013120344/9.

(130146272) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 août 2013.

AB Acquisitions Luxco 6 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2440 Luxembourg, 59, rue de Rollingergrund.

R.C.S. Luxembourg B 173.851.

Les statuts coordonnés suivant l'acte n° 67140 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013120339/10.

(130146513) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 août 2013.

Austin Friars S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1724 Luxembourg, 9A, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 164.907.

La Société a été constituée suivant acte reçu par Maître Gérard Lecuit, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 22 novembre 2011, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations n° 2993 du 7 décembre 2011.

Les comptes annuels de la Société au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Austin Friars S.à r.l.

Signature

Référence de publication: 2013120336/14.

(130146522) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 août 2013.

Agence Steil et Zeimetz S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6460 Echternach, 19, place du Marché.

R.C.S. Luxembourg B 136.212.

Les comptes annuels du 01/01/2012 au 31/12/2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013120347/10.

(130146510) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 août 2013.

Au Bon Tonneau S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3531 Dudelange, 75, rue du Nord.

R.C.S. Luxembourg B 81.060.

Les comptes annuels au 19/08/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

Signature

Référence de publication: 2013120371/11.

(130146423) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 août 2013.

Aspelt Investment S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1330 Luxembourg, 34A, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.
R.C.S. Luxembourg B 89.294.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013120366/9.

(130146840) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 août 2013.

Athamas Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5884 Hesperange, 300C, route de Thionville.
R.C.S. Luxembourg B 139.619.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Ce dépôt remplace le dépôt n°L130109891.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013120368/10.

(130146212) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 août 2013.

Athamas Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5884 Hesperange, 300C, route de Thionville.
R.C.S. Luxembourg B 139.619.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Ce dépôt remplace le dépôt n°L130146212.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013120369/10.

(130146605) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 août 2013.

AXA Canuts S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2420 Luxembourg, 24, avenue Emile Reuter.
R.C.S. Luxembourg B 175.536.

Lors de l'assemblée générale tenue en date du 12 juillet 2013, les associés ont pris les décisions suivantes:

1. Acceptation de la démission de Sandra Legrand, avec adresse professionnelle au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, de son mandat de gérant, avec effet immédiat.

2. Nomination de Robert Brimeyer, avec adresse professionnelle au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, au mandat de gérant, avec effet immédiat et pour une durée indéterminée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 20 août 2013.

Référence de publication: 2013120373/15.

(130146403) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 août 2013.

Bluestar Silicones International S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.
R.C.S. Luxembourg B 124.291.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 21 août 2013.

Référence de publication: 2013120381/10.

(130146323) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 août 2013.

ARZO Capital S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-7480 Tuntange, 6A, rue du Bois.

R.C.S. Luxembourg B 166.532.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013120365/9.

(130146654) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 août 2013.

Balminor S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 155.651.

CLÔTURE DE LIQUIDATION

Il résulte des délibérations d'une assemblée générale ordinaire tenue extraordinairement en date du 8 août 2013 que la clôture de la liquidation a été prononcée, que la cessation définitive de la société a été constatée et que le dépôt des livres sociaux pendant une durée de cinq ans à L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, a été ordonné.

Luxembourg, le 23 août 2013.

Pour avis sincère et conforme

Pour Balminor S.A. (en liquidation)

Intertrust (Luxembourg) S.A.

Référence de publication: 2013120376/16.

(130147077) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 août 2013.

Barena Invest S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1724 Luxembourg, 9A, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 156.723.

La Société a été constituée suivant acte reçu par Maître Joseph Elvinger, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 16 novembre 2010, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations n° 2794 du 20 décembre 2010.

Les comptes annuels de la Société au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Barena Invest S.à r.l.

Signature

Référence de publication: 2013120378/14.

(130146576) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 août 2013.

Advertizing & Business Consulting ABC, Société Anonyme.

Siège social: L-2661 Luxembourg, 42, rue de la Vallée.

R.C.S. Luxembourg B 97.888.

Les comptes annuels au 31.12.2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 22.08.2013.

Pour: Advertizing & Business Consulting ABC

Société anonyme

Experta Luxembourg

Société anonyme

Isabelle Marechal-Gerlaxhe / Aurélie Katola

Référence de publication: 2013120317/15.

(130146258) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 août 2013.

ABC S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1413 Luxembourg, 3, place Dargent.
R.C.S. Luxembourg B 113.484.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013120342/9.

(130146506) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 août 2013.

AB Acquisitions Luxco 4 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2440 Luxembourg, 59, rue de Rollingergrund.
R.C.S. Luxembourg B 146.217.

Les statuts coordonnés suivant l'acte n° 67139 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013120338/10.

(130146518) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 août 2013.

Arenamex Invest 1 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 9A, boulevard du Prince Henri.
R.C.S. Luxembourg B 157.073.

La Société a été constituée suivant acte reçu par Maître Joseph Elvinger, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 29 novembre 2010, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations n° 36 du 7 janvier 2011.

Les comptes annuels de la Société au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Arenamex Invest 1 S.à r.l.

Signature

Référence de publication: 2013120328/14.

(130146528) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 août 2013.

Abacus Consulting & Solutions S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1128 Luxembourg, 24, Val Saint André.
R.C.S. Luxembourg B 160.925.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013120340/9.

(130146915) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 août 2013.

Anca Vin S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8606 Bettborn, 88, rue Principale.
R.C.S. Luxembourg B 158.836.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 23/08/2013.

Paul DECKER

Le Notaire

Référence de publication: 2013120353/12.

(130146819) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 août 2013.

Aischener Stuff S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8466 Eischen, 29, rue de l'Ecole.

R.C.S. Luxembourg B 90.747.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013120351/9.

(130146401) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 août 2013.

Aim Capital Investment S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 129.058.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 21 août 2013.

Référence de publication: 2013120350/10.

(130146327) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 août 2013.

Antea, Société Anonyme.

Siège social: L-1720 Luxembourg, 6, rue Heinrich Heine.

R.C.S. Luxembourg B 169.862.

Extrait des décisions prises lors de la réunion du Conseil d'Administration tenue le 9 juillet 2013

Suite à la décision de l'Assemblée Générale Extraordinaire en date du 09.07.2013 et conformément aux statuts, le Conseil d'Administration nomme M. Nicolas URBAIN, né le 20.09.1960 à Moulin, France, dont l'adresse professionnelle est située au 6, rue de Téhéran, F-75008 Paris comme Administrateur délégué de la société. Son Mandat prendra fin lors de l'Assemblée Générale annuelle approuvant les comptes de l'année 2017.

Pour la société

Un mandataire

Référence de publication: 2013120354/14.

(130146369) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 août 2013.

Altawin S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1114 Luxembourg, 3, rue Nicolas Adames.

R.C.S. Luxembourg B 82.528.

Les comptes annuels abrégés au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013120352/10.

(130146940) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 août 2013.

Boucherie-Charcuterie Joseph Ronk, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6793 Grevenmacher, 22, route de Trèves.

R.C.S. Luxembourg B 32.843.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour Boucherie-Charcuterie Joseph Ronk, S.à r.l.

FIDUCIAIRE DES PME SA

Référence de publication: 2013120384/11.

(130146606) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 août 2013.

Arcitro S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2530 Luxembourg, 4, rue Henri M. Schnadt.

R.C.S. Luxembourg B 118.239.

Les comptes annuels au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013120359/9.

(130146512) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 août 2013.

ARC China Investment Funds, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 20, boulevard Emmanuel Servais.

R.C.S. Luxembourg B 148.237.

Le Rapport Annuel Révisé au 31 décembre 2012 et la distribution du dividende, relatifs à l'Assemblée Générale Ordinaire du 19 août 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 23 août 2013.

Référence de publication: 2013120358/12.

(130146753) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 août 2013.

Anya-2 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2146 Luxembourg, 74, rue de Merl.

R.C.S. Luxembourg B 158.709.

Les comptes annuels au 31.12.2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 23. Août 2013.

Référence de publication: 2013120355/10.

(130146517) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 août 2013.

Brady Finance Luxembourg, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8308 Capellen, 75, Parc d'Activités.

R.C.S. Luxembourg B 153.389.

Les comptes annuels au 31 juillet 2012, ainsi que les autres documents et informations qui s'y rapportent, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Münzbach, le 22 août 2013.

Référence de publication: 2013120385/11.

(130146373) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 août 2013.

Bessonnat S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8030 Strassen, 163, rue du Kiem.

R.C.S. Luxembourg B 104.504.

Les statuts coordonnés au 14/08/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Redange-sur-Attert, le 22/08/2013.

Me Cosita Delvaux

Notaire

Référence de publication: 2013120400/12.

(130146238) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 août 2013.

Belle Plage S.A. - SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-8041 Strassen, 65, rue des Romains.

R.C.S. Luxembourg B 150.576.

Les comptes annuels du 01/01/2012 au 31/12/2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013120396/11.

(130146239) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 août 2013.

Beautiful S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1260 Luxembourg, 5, rue de Bonnevoie.

R.C.S. Luxembourg B 170.752.

Extrait des résolutions prises lors de l'Assemblée Générale Ordinaire Annuelle des Actionnaires tenue le 20 août 2013:

1) L'Assemblée décide d'accepter la démission, avec effet immédiat, de son poste d'administrateur de la société, de Monsieur Maurizio Mauceri, demeurant professionnellement au 5, rue de Bonnevoie, L-1260 Luxembourg.

2) L'Assemblée décide de nommer, au poste d'administrateur de la Société:

- la société CAPITAL OPPORTUNITY S.A. (B 149.718), ayant son siège social au 5, Rue de Bonnevoie; L-1260 Luxembourg, avec effet immédiat pour une période débutant ce jour et venant à expiration à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire Annuelle des actionnaires de la Société devant se tenir en 2017.

Conformément à l'article 51bis de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, Monsieur Laurent TEITGEN, né le 05 janvier 1979 à Thionville (France) et demeurant au 5, rue de Bonnevoie, L-1260 Luxembourg, est nommé représentant permanent de la société CAPITAL OPPORTUNITY S.A.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

BEAUTIFUL S.A.

Référence de publication: 2013120395/19.

(130146542) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 août 2013.

Beau S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-7720 Colmar-Berg, 1A, rue du Faubourg.

R.C.S. Luxembourg B 158.664.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013120393/9.

(130146901) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 août 2013.

Coca-Cola Beverages Asia Holdings Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 3.320.000,00.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 147.609.

EXTRAIT

En date du 20 août, 2013, l'associé unique de la Société a pris les résolutions suivantes:

- La démission de Jacques de Patoul, en tant que gérant A de la Société, est constatée avec effet au 22 août, 2013.
- Erik Johan Cornelis Schoop, avec adresse professionnelle au 15 rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, est élu nouveau gérant A de la Société avec effet au 22 août, 2013, et pour une durée indéterminée.

Pour extrait conforme.

Luxembourg, le 22/08/2013.

Référence de publication: 2013120438/15.

(130146285) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 août 2013.

Cidron Food Holding S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: SEK 300.000.000,00.**

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 151.735.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 19 août 2013.

Référence de publication: 2013120435/10.

(130146728) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 août 2013.

Cidra Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 5.846.975,00.**

Siège social: L-1528 Luxembourg, 1-3, boulevard de la Foire.

R.C.S. Luxembourg B 119.206.

En date du 10 juin 2013, Andrew BENNETT a démissionné de son poste de gérant de classe A de la Société avec effet immédiat.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013120433/11.

(130146735) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 août 2013.

Chestnut 2 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 2-4, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 159.054.

Les comptes annuels au 31/12/2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013120431/9.

(130146335) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 août 2013.

Caves Krier Frères s.à r.l. & Cie, s.e.c.s., Société en Commandite simple.

Siège social: L-5573 Remich, 1, Montée St. Urbain.

R.C.S. Luxembourg B 73.542.

Les comptes annuels au 31/12/2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 23/08/2013.

G.T. Experts Comptables Sàrl

Luxembourg

Référence de publication: 2013120427/12.

(130146817) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 août 2013.

Caves Krier Frères, s.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5573 Remich, 1, Montée St. Urbain.

R.C.S. Luxembourg B 73.541.

Les comptes annuels au 31/12/2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 23/08/2013.

G.T. Experts Comptables Sàrl

Luxembourg

Référence de publication: 2013120428/12.

(130146816) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 août 2013.

CRX Markets S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg.
R.C.S. Luxembourg B 173.889.

In the year two thousand and thirteen, on the twenty-second day of July.

before Us, Maître Jean-Joseph WAGNER, notary residing in Sanem, Grand-Duchy of Luxembourg,

was held an extraordinary general meeting (the "Extraordinary General Meeting") of CRX Markets S.A., a public limited liability company (société anonyme) existing under the laws of Luxembourg, having its registered office at L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg, and registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B. 173.889 (the "Company"), incorporated by a deed of the undersigned notary, on 19 December 2012, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 267 of 4 February 2013, and whose articles of association have been amended for the last time by a notarial deed received by the undersigned notary on 22 July 2013, which amendments have not been yet published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

The Extraordinary General Meeting was chaired by Mr. Matthias SCHMIDT, lawyer, Rechtsanwalt, professionally residing at 69, boulevard de la Pétrusse, L-2320 Luxembourg, (the "Chairman").

The Chairman first proceeded with the constitution of the bureau of the Extraordinary General Meeting:

The Chairman has appointed as secretary Mr. Giuseppe CAFIERO lawyer, professionally residing at 69, boulevard de la Pétrusse, L-2320 Luxembourg (the "Secretary").

The Chairman and the Secretary have elected as scrutineer Mrs. Fleur MARCHAL, lawyer, professionally residing at 69, boulevard de la Pétrusse, L-2320 Luxembourg, (the "Scrutineer" forming together with the Chairman and the Secretary the "Bureau").

The Bureau having thus been duly constituted in accordance with the relevant provisions of Luxembourg laws and of the consolidated articles of association of the Company, the Chairman declared and requested the notary to record that:

i. All the shareholders of the Company, representing the entire share capital of the Company, were present or duly represented at the Extraordinary General Meeting, which consequently could validly deliberate and decide on all the items of the agenda without prior formal convening notices in accordance with the relevant provisions of the coordinated articles of association of the Company.

ii. The agenda of the Extraordinary General Meeting (the "Agenda") was the following:

1. Approval of the amendment and restatement of the articles of association of the Company in the form attached to the documentation provided to the shareholders prior to the meeting;

2. Granting of power to any member of the management board of the Company and/or any lawyer of the law firm WILDGEN, Partners in Law, in the name and on behalf of the Company, with sole signatory power, to carry out any action and execute any document necessary or incidental in relation to the implementation of the resolutions to be taken on the basis of the present agenda;

3. Any other business.

iii. According to the attendance list drew up by the members of the Bureau - and attached to the present minutes after having been signed ne varietur by the present shareholders (if any), the proxy holders representing the shareholders and the members of the Bureau - the shareholders representing the entire share capital of the Company were present or represented at the Extraordinary General Meeting so that the Extraordinary General Meeting was duly constituted and could thus validly decide on all the items of the Agenda.

iv. The Extraordinary General Meeting having approved the statements of the Chairman considered itself as duly constituted and convened.

v. Thereafter, the Extraordinary General Meeting deliberated on all the Agenda items and took the following resolutions:

First resolution

The Extraordinary General Meeting unanimously resolved to amend and restate the articles of association of the Company which shall henceforth be read as follows:

A. Name - Purpose - Duration - Registered Office

Art. 1. Name. There exists a public limited company (société anonyme) under the name CRX Markets S.A. (hereinafter the "Company") which shall be governed by the law of 10 August 1915 concerning commercial companies, as amended (the "Law"), as well as by the present articles of association.

Art. 2. Purpose.

2.1 The purpose of the Company is to facilitate, from a technical point of view, the processing and calculation of short and medium term financing needs.

2.2 The Company may hold participations in any form whatsoever in Luxembourg and foreign companies and make any other form of investment, acquire by purchase, subscription or in any other manner as well as transfer by sale, exchange or otherwise securities of any kind and manage, control and develop its portfolio.

2.3 The Company may further guarantee, grant security, grant loans or otherwise assist the companies in which it holds a direct or indirect participation or right of any kind or which form part of the same group of companies as the Company.

2.4 The Company may raise funds especially through borrowing in any form or by issuing any kind of notes, securities or debt instruments, bonds and debentures and generally issue securities of any type.

2.5 The Company may carry out any commercial, industrial, financial, real estate or intellectual property activities which it considers useful for the accomplishment of these purposes.

Art. 3. Duration.

3.1 The Company is incorporated for an unlimited period of time.

3.2 It may be dissolved at any time and with or without cause by a resolution of the general meeting of shareholders adopted in the manner required for an amendment of these articles of association.

Art. 4. Registered office.

4.1 The registered office of the Company is established in the city of Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

4.2 Within the same municipality, the registered office may be transferred by means of a decision of the management board. It may be transferred to any other municipality in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of the general meeting of shareholders, adopted in the manner required for an amendment of these articles of association.

4.3 Branches or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a resolution of the management board.

4.4 In the event that the management board determines that extraordinary political, economic or social circumstances or natural disasters have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these extraordinary circumstances; such temporary measures shall not affect the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, shall remain a Luxembourg company.

B. Share Capital - Shares

Art. 5. Share capital.

5.1 The Company's share capital is set at fifty-six thousand nine hundred seventy-three Euros (EUR 56,973.-) represented by fifty-six thousand nine hundred seventy-three (56,973) shares with a nominal value of one euro (EUR 1) each.

5.2 Subject to articles 5.5 and 5.6 below, the Company's share capital may be increased or reduced by a resolution of the general meeting of shareholders adopted in the manner required for an amendment of these articles of association or as set out in article 6 hereof.

5.3 Any new shares to be paid for in cash shall be offered by preference to the existing shareholder(s). In case of plurality of shareholders, such shares shall be offered to the shareholders in proportion to the number of shares held by them in the Company's share capital. The management board shall determine the period of time during which such preferential subscription right may be exercised and which may not be less than thirty (30) days from the date of dispatch of a registered letter sent to the shareholder(s) announcing the opening of the subscription period. Subject to article 5.3A, the general meeting of shareholders may limit or suppress the preferential subscription right of the existing shareholder(s) in the manner required for an amendment of these articles of association or in accordance with article 6 hereof.

5.3 A Notwithstanding any other provision of these articles of association, 360 Treasury Systems AG shall always have and be granted a preferential right to subscribe for shares in the Company, whether the subscription price in respect of such shares is being paid for in cash or in kind, and which right can only be waived by 360 Treasury Systems AG and not, for the avoidance of doubt, by the general meeting of shareholders in accordance with article 5.3 or the management board in accordance with article 6.

5.4 The Company may redeem its own shares subject to the provisions of the Law.

5.5 In the event that a third party investor or a shareholder of the Company:

a) intends to subscribe for shares in the Company with the subscription price for the shares being based on a valuation of less than twenty million Euros (EUR 20,000,000.-) for 100% of the shares in the Company; and

b) will not subscribe for shares in the Company which are issued using the Company's authorised capital in accordance with article 6,

then the issuance of shares to such third party investor or shareholder must be approved by at least 70 % of the votes validly cast at a general meeting of shareholders.

5.6 However, in all cases of subscriptions for shares in the Company (whether for shares issued within the authorised share capital or shares issued upon decision of the general meeting of shareholders),

a) subject to article 5.3A, the shareholders shall only be obliged to waive their subscription right and the management board shall only be entitled to issue new shares without reserving a preferential right to subscribe for the shareholders if (i) the general meeting of the shareholders agrees to such share subscription with at least 70 % of the votes validly cast and (ii) in case of a third party investor, such investor has acceded to any written agreement between the shareholders and the Company in relation to the Company that may be in place from time to time; and

b) if the third party investor or shareholder shall subscribe for shares in the Company for a subscription price based on a valuation lower than the valuation in respect of the last capital increase in the Company in which 360 Treasury Systems AG subscribed for shares, the consent of 360 Treasury Systems AG to such share issuance is required within such general meeting of shareholders.

Art. 6. Authorised capital.

6.1 The management board is authorised for a period of five (5) years from the date of the first publication of these articles of association or, as the case may be, the date of the resolution to renew or to increase the authorised capital pursuant to this article to increase the current share capital once or more by up to forty thousand Euros (EUR 40,000.-) by the issue of up to forty thousand (40,000) shares with a nominal value of one euro (EUR 1.-) each and having the same rights as the existing shares.

During the period of five (5) years as referred to above, the management board is, subject to article 6.3 below, hereby authorised to issue shares, to grant options to subscribe for shares and to issue any other instruments convertible into shares within the limits of the authorised capital to such persons and on such terms as they shall see fit and specifically to proceed to such issue without reserving a preferential right to subscribe to the shares issued for the existing shareholders. Such authorisation may be renewed through a resolution of the general meeting of the shareholders adopted in the manner required for an amendment of these articles of association, each time for a period not exceeding five (5) years.

6.2 The authorised capital of the Company may be increased or reduced by a resolution of the general meeting of shareholders adopted in the manner required for amendments of these articles of association.

6.3 The authorisation of the management board to exercise the authorised capital in accordance with article 6.1 above is subject to:

- a) the prior approval of the supervisory board of the Company, and
- b) the prior approval of the general meeting of shareholders of the Company with a majority of at least 70 % of the votes validly cast but only if and to the extent that the issue of new shares, the granting of options to subscribe for shares and the issuance of any other instruments convertible into shares are for a price which is based on a valuation lower than the valuation in respect of the last capital increase in the Company in which 360 Treasury Systems AG subscribed for shares.

Art. 7. Shares.

7.1 The Company's share capital is divided into shares, each of them having the same nominal value.

7.2 The shares of the Company are in registered form.

7.3 The Company may have one or several shareholders.

7.4 Death, suspension of civil rights, dissolution, bankruptcy or insolvency or any other similar event regarding any of the shareholders shall not cause the dissolution of the Company but shall constitute a Redemption Event as defined in article 8.

Art. 8. Register of shares - Transfer of shares - Redemption of shares.

8.1 A register of shares shall be kept at the registered office of the Company, where it shall be available for inspection by any shareholder. This register shall contain all the information required by the Law. Ownership of shares is established by registration in said share register. Certificates of such registration shall be issued upon request and at the expense of the relevant shareholder.

8.2 The Company will recognise only one holder per share. In case a share is owned by several persons, they shall appoint a single representative who shall represent them towards the Company. The Company has the right to suspend the exercise of all rights attached to that share until such representative has been appointed.

8.3 Any sale, transfer, assignment or any other disposal or charge, in particular the disposal or pledging of shares or parts thereof, shall be invalid without the consent of the general meeting of shareholders of the Company, with a majority of at least 70 % of the votes validly cast at such general meeting (which consent shall not be unreasonably withheld).

8.4 Any transfer of registered shares shall become effective towards the Company and third parties either (i) through the recording of a declaration of transfer into the register of shares, signed and dated by the transferor and the transferee or their representatives, or (ii) by the Company upon notification of the transfer to, or upon the acceptance of the transfer by the Company.

8.5 The shares of the Company are redeemable shares in accordance with article 49-8 of the Law. Subscribed and fully paid-in redeemable shares shall be redeemable on a pro rata basis of redeemable shares held by each shareholder upon request of the Company. The redemption of the redeemable shares can only be made by using (i) sums available for distribution in accordance with article 72-1 of Law (distributable funds, inclusive of the extraordinary reserve established

with the funds received by the Company as an issue premium) or (ii) the proceeds of a new issue made with the purpose of such redemption. Redeemed shares bear no voting rights, and have no rights to receive dividends or liquidation proceeds. Redeemed shares may be cancelled by a positive vote of the general meeting of shareholders.

8.6 Special Reserve. An amount equal to the nominal value, or, in the absence thereof, the accounting par value, of all the shares redeemed must be included in a reserve which cannot be distributed to the shareholders except in the event of a capital reduction of the subscribed share capital; the reserve may only be used to increase the subscribed share capital by capitalization of reserves.

8.7 Redemption Procedure. At least two weeks prior to the redemption date, written notice shall be sent by registered mail or internationally recognized overnight courier to each shareholder, at his or her address last shown in the shareholders register of the Company, notifying such shareholder of the number of shares so to be redeemed, the redemption date, the redemption price and the procedures necessary to submit the shares to the Company for redemption. Each shareholder whose shares are redeemed shall surrender the certificate or certificates, if any, issued in relation to such shares to the Company. The redemption price of such shares shall (i) be payable to the order of the person whose name appears on the share register as the owner thereof, and, if paid in cash, on the bank account provided to the Company by such shareholder before the redemption date and (ii) correspond to the fair market value of the shares to be redeemed at the relevant redemption date.

8.8. Redemption Events.

The shares held by a shareholder shall be redeemed by the Company in accordance with the procedure set out above in any of the following events (each a "Redemption Event"):

- (i) the death, suspension of civil rights, dissolution, bankruptcy or insolvency or any other similar event of a shareholder;
- (ii) the material breach by a shareholder of his duties under the present articles.

C. General meetings of Shareholders

Art. 9. Powers of the general meeting of shareholders.

9.1 The shareholders exercise their collective rights in the general meeting of shareholders. Any regularly constituted general meeting of shareholders of the Company shall represent the entire body of shareholders of the Company. The general meeting of shareholders is vested with the powers expressly reserved to it by the Law and by these articles of association.

9.2 If the Company has only one shareholder, any reference made herein to the "general meeting of shareholders" shall be construed as a reference to the "sole shareholder", depending on the context and as applicable and powers conferred upon the general meeting of shareholders shall be exercised by the sole shareholder.

Art. 10. Convening of general meetings of shareholders.

10.1 The general meeting of shareholders of the Company may at any time be convened by the management board or, as the case may be, by the internal auditor(s).

10.2 It must be convened by the management board or the internal auditor(s) upon written request of one or several shareholders representing at least ten percent (10%) of the Company's share capital. In such case, the general meeting of shareholders shall be held within a period of one (1) month from the receipt of such request.

10.3 The convening notice for every general meeting of shareholders shall contain the date, time, place and agenda of the meeting and shall be made by registered letters dispatched to each shareholder by registered mail at least eight (8) days before the date scheduled for the meeting.

10.4 If all of the shareholders are present or represented at a general meeting of shareholders and have waived any convening requirement, the meeting may be held without prior notice or publication.

Art. 11. Conduct of general meetings of shareholders.

11.1 The annual general meeting of shareholders shall be held in Luxembourg at the registered office of the Company or at such other place in Luxembourg as may be specified in the convening notice of such meeting, on 15 June at 11 o'clock. If such day is a legal holiday, a Saturday or a Sunday, the annual general meeting shall be held on the next following business day. Other meetings of shareholders may be held at such place and time as may be specified in the respective convening notices.

11.2 A board of the meeting shall be formed at any general meeting of shareholders, composed of a chairman, a secretary and a scrutineer who need neither be shareholders, nor members of the management board. If all the shareholders present at the general meeting decide that they can control the regularity of the votes, the shareholders may unanimously decide to only appoint (i) a chairman and a secretary or (ii) a single person who will assume the role of the board and in such case there is no need to appoint a scrutineer. Any reference made herein to the "board of the meeting" shall in such case be construed as a reference to the "chairman and secretary" or, as the case may be to the "single person who assumes the role of the board", depending on the context and as applicable. The board of the meeting shall especially ensure that the meeting is held in accordance with applicable rules and, in particular, in compliance with the rules in relation to convening, majority requirements, vote tallying and representation of shareholders.

11.3 An attendance list must be kept at any general meeting of shareholders.

11.4 A shareholder may act at any general meeting of shareholders by appointing another person as his proxy in writing or by facsimile, electronic mail or any other similar means of communication.

11.5 Shareholders taking part in a meeting by conference call, through video conference or by any other means of communication allowing their identification and allowing that all persons taking part in the meeting hear one another on a continuous basis and allowing an effective participation of all such persons in the meeting, are deemed to be present for the computation of the quorums and votes, subject to such means of communication being made available at the place of the meeting.

11.6 Each shareholder may vote at a general meeting through a signed voting form sent by post, electronic mail, facsimile or any other means of communication to the Company's registered office or to the address specified in the convening notice. The shareholders may only use voting forms provided by the Company which contain at least the place, date and time of the meeting, the agenda of the meeting, the proposal submitted to the decision of the meeting, as well as for each proposal three boxes allowing the shareholder to vote in favour of, against, or abstain from voting on each proposed resolution by ticking the appropriate box.

11.7 Voting forms which, for a proposed resolution, do not show only (i) a vote in favour or (ii) a vote against the proposed resolution or (iii) an abstention are void with respect to such resolution. The Company shall only take into account voting forms received prior to the general meeting which they relate to.

Art. 12. Quorum and Vote.

12.1 Each shareholder is entitled to as many votes as he holds shares.

12.2 Except as otherwise required by the Law or these articles of association, resolutions at a general meeting of shareholders duly convened shall require a presence quorum and shall be adopted at a simple majority of the votes validly cast regardless of the portion of capital represented. Abstentions and nil votes shall not be taken into account.

12.3 The general meeting shall have a presence quorum if all shareholders have been duly invited to the general meeting in accordance with these articles of association and a minimum of 70 % of the voting share capital of the Company is present or represented. If such quorum shall not be present within thirty (30) minutes of the time set for the general meeting, the meeting shall be adjourned and a second general meeting shall be convened by means of notices published twice in the Memorial and two Luxembourg newspapers, at an interval of at least fifteen (15) days and fifteen (15) days before the meeting, and any shareholder present or represented at such adjourned meeting shall constitute a quorum, always provided that (i) all shareholders have been duly invited to the adjourned meeting in accordance with the Law and these articles of association and (ii) the same agenda items of the shareholders' meeting in which the proper quorum was not achieved is applicable for the adjourned meeting.

Art. 13. Amendments of the articles of association. Except as otherwise provided herein, these articles of association may be amended by a majority of at least 70 % of the votes validly cast at a general meeting at which a quorum of more than half of the Company's share capital is present or represented. If no quorum is reached in a meeting, a second meeting may be convened in accordance with the Law and these articles of association which may deliberate regardless of the quorum and at which resolutions are taken at a majority of at least 70 % of the votes validly cast. Abstentions and nil votes shall not be taken into account.

Art. 14. Measures and Transaction requiring certain consent of the shareholders.

14. 1 The general meeting of shareholders shall pass resolutions on the following measures and transactions with a majority of at least 70 % of the votes validly cast:

- a) any contribution of assets into the Company (payment in kind) in exchange for which shares are issued;
- b) any profit and lost transfer or domination agreements entered into by the Company;
- c) any merger, de-merger, spin-off and comparable measures involving the Company;
- d) any alteration of these articles of association or the rules of procedure for the supervisory board;
- e) any liquidation of the Company or an appointment of liquidators or to resolve to continue the Company's business;
- f) any acquisition or disposal of other business ventures or shareholdings in such business ventures, formation or abandonment of branch offices, affiliates and joint venture agreements;
- g) incurring of indebtedness for the Company in particular by entering into loans and other credits agreements in an aggregate amount exceeding one million Euros (EUR 1,000,000.-) or; assumption of guarantees, granting of long-term loans, granting securities of all kinds, giving consent for credits that are outside the ordinary course of business, and assuming liabilities for third parties;
- h) contractual agreements of all kinds and/or other commitments or arrangements with the Satee GmbH, Tilia Quadrat GmbH and Nirvage GmbH, their affiliates, their beneficial owners, and related persons of the beneficial owners within the meaning of Section 138 para. 1 German Insolvency Law (InsO). This also applies to companies controlled by any individuals referenced in the preceding sentence;
- i) approval of the annual accounts of the Company; j) distribution of profits; and
- k) approval of any of the measures pursuant to 14.1 a) through 14.1 j) at the level of any company controlled by the Company.

14.2 The management board of the Company shall (i) not effect those measures and transactions listed in article 14.1 a) through 14.1 j) above without having first obtained approval of the shareholders in accordance with article 14 and (ii) shall ensure, to the extent possible under applicable law, implementation of such approval scheme in the companies controlled by the Company.

Art. 15. Change of nationality. The shareholders may change the nationality of the Company only by unanimous consent.

Art. 16. Adjournment of general meeting of shareholders. Subject to the provisions of the Law, the management board may adjourn any general meeting of shareholders for four (4) weeks. The management board shall do so at the request of shareholders representing at least twenty percent (20%) of the share capital of the Company. In the event of an adjournment, any resolution already adopted by the general meeting of shareholders shall be cancelled.

Art. 17. Minutes of general meetings of shareholders.

17.1 The board of any general meeting of shareholders shall draw up minutes of the meeting which shall be signed by the members of the board of the meeting as well as by any shareholder upon its request.

17.2 Any copy and excerpt of such original minutes to be produced in judicial proceedings or to be delivered to any third party, shall be certified as a true copy of the original by the notary having had custody of the original deed, in case the meeting has been recorded in a notarial deed, or shall be signed by the chairman of the management board or by any two of its members.

D. Management

Art. 18. Dual management and Supervisory structure.

18.1 The Company's management shall be subject to articles 60bis-1 to 60bis-19 of the Law, unless otherwise provided in these articles of association.

18.2 The Company shall be managed by a management board, which exercises its functions under the control of a supervisory board.

Art. 19. Composition and Powers of the management board.

19.1 The management board is composed of at least two (2) members.

19.2 The management board is vested with the broadest powers to act in the name and on behalf of the Company and to take any actions necessary or useful to fulfill the Company's corporate object, with the exception of the powers reserved by the Law or by these articles of association to the supervisory board or to the general meeting of shareholders. The supervisory board may adopt rules of procedure for the management board, in particular providing for reserved matters requiring consent by the supervisory board without however interfering with the management of the Company.

Art. 20. Daily management.

20.1 The Company's daily management as well as the representation of the Company in relation with such daily management may, in accordance with article 60 of the Law, be delegated to one (1) or several members of the management board, officers or other agents, but no supervisory board members, acting individually or jointly. Their appointment, removal and powers shall be determined by a resolution of the management board.

20.2 The Company may also grant special powers by notarised proxy or private instrument.

Art. 21. Appointment, Removal and Term of office of members of the management board.

21.1 The members of the management board shall be appointed by the general meeting of shareholders which shall determine their remuneration and term of office.

21.2 The term of office of a member of the management board may not exceed six (6) years and any member of the management board shall hold office until his successor is appointed. Members of the management board may also be re-appointed for successive terms.

21.3 Any member of the management board may be removed from office at any time but only for cause by the general meeting of shareholders at a simple majority vote of the shares present or represented.

21.4 If a legal entity is appointed as member of the management board, such legal entity must designate a private individual as permanent representative who shall perform this role in the name and on behalf of the legal entity. The relevant legal entity may only remove its permanent representative if it appoints a successor at the same time. An individual may only be a permanent representative of one (1) member of the management board and may not be a member of the management board at the same time. An individual cannot be a permanent representative of a member of the management board and of a member of the supervisory board at the same time.

Art. 22. Vacancy in the office of a member of the management board. In the event of a vacancy in the office of a member of the management board because of death, legal incapacity, bankruptcy, resignation, removal or otherwise, this vacancy may be filled on a temporary basis and for a period of time not exceeding the initial mandate of the replaced member of the management board, by the remaining members of the management board until the next general meeting of shareholders which shall resolve on a permanent appointment in compliance with the applicable legal provisions.

Art. 23. Convening meetings of the management board.

23.1 The management board shall meet upon call by the chairman or by any of its members. Meetings of the management board shall be held at the registered office of the Company unless otherwise indicated in the notice of the meeting.

23.2 Written notice of any meeting of the management board must be given to its members twenty-four (24) hours at least in advance of the time scheduled for the meeting, except in case of emergency, in which case the nature and the reasons of such emergency must be mentioned in the notice. Such notice may be omitted in case of assent of each member of the management board in writing, by facsimile, electronic mail or any other similar means of communication, a copy of such document being sufficient proof thereof. No prior notice shall be required for a board meeting to be held at a time and location determined in a prior resolution adopted by the management board.

23.3 No convening notice shall be required in case all members of the management board are present or represented at a meeting of the management board and waive any convening requirement or in the case of resolutions in writing approved and signed by all members of the management board.

Art. 24. Conduct of meetings of the management board.

24.1 The management board shall elect among its members a chairman. It may also choose a secretary who does not need to be a member of the management board and who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the management board.

24.2 The chairman shall chair all meetings of the management board, but in his absence, the management board may appoint another member of the management board as chairman pro tempore by vote of the majority of the members present at any such meeting.

24.3 Any member of the management board may act at any meeting of the management board by appointing any other member of the management board as his proxy in writing, or by facsimile, electronic mail or any other similar means of communication, a copy of the appointment being sufficient proof thereof. Any member of the management board may represent one or more, but not all of the other member of the management board.

24.4 Meetings of the management board may also be held by conference-call or video conference or by any other means of communication allowing all the persons participating at such meeting to hear one another on a continuous basis and allowing an effective participation in the meeting. The participation in a meeting by these means shall be equivalent to a participation in person at such meeting and the meeting is deemed to be held at the registered office of the Company.

24.5 The management board can deliberate or act validly only if at least a majority of its members are present or represented at a meeting of the management board.

24.6 Decisions are taken by a majority vote of the members of the management board present or represented at a meeting. In the case of a tie, the chairman shall not have a casting vote.

24.7 Save as otherwise provided by law, any member of the management board who has, directly or indirectly, an interest in a transaction submitted to the approval of the management board which conflicts with the Company's interest, must inform the management board of such conflict of interest and must have his declaration recorded in the minutes of the meeting of the management board. The relevant member of the management board may not take part in the discussions on and may not vote on the relevant transaction. Any such conflict of interest must be reported to the next general meeting of shareholders prior to taking any resolution on any other item. In addition, the authorization of the supervisory board for such transaction is required.

24.8 The management board may, unanimously, pass resolutions by circular means when expressing its approval in writing, by facsimile, electronic mail or any other similar means of communication. Each member of the management board may express his consent separately, the entirety of the consents evidencing the adoption of the resolutions. The date of such resolutions shall be the date of the last signature.

Art. 25. Minutes of meetings of the management board.

25.1 The minutes of any meeting of the management board shall be signed by the chairman or, in his absence, by the chairman pro tempore. Copies or excerpts of such minutes which may be produced in judicial proceedings or otherwise shall be signed by the chairman.

25.2 Any copy and any excerpt of such original minutes to be produced in judicial proceedings or to be delivered to any third party shall be signed by the chairman of the management board or by any two members of the management board.

Art. 26. Dealing with third parties.

26.1 The Company will be bound towards third parties in all circumstances by (i) the joint signature of two members of the management board or, by (ii) the sole signature of any person to whom such signatory power may have been delegated by the management board within the limits of such delegation.

26.2 Within the limits of the daily management, the Company shall be bound towards third parties by the signature of any person to whom such power may have been delegated, acting individually or jointly within the limits of such delegation.

Art. 27. Powers of the supervisory board.

27.1 The supervisory board shall be in charge of the permanent supervision and control of the Company's management by the management board. Furthermore, certain measures and transactions of the management board as set forth in the rules of procedure of the management board or similar agreements shall require the prior consent of the supervisory board. It may in no case interfere with such management.

27.2 The supervisory board has an unlimited right of information regarding all operations of the Company and may inspect any of the Company's documents. It may request the management board to provide any information necessary for exercising its functions and may directly or indirectly proceed to all verifications which it may deem useful in order to accomplish its functions.

27.3 At least every three months, the management board provides a written report to the supervisory board on the business of the Company and the foreseeable future development thereof. In addition, the management board shall promptly pass to the supervisory board any information on events likely to have an appreciable influence on the situation of the Company.

27.4 The general meeting may adopt rules of procedure for the supervisory board by resolution requiring simple majority of all votes cast.

Art. 28. Composition of the supervisory board.

28.1 The supervisory board shall be composed of at least three (3) members.

28.2 The supervisory board shall elect among its members a chairman of the supervisory board. It may also choose a secretary who does not need to be a shareholder or a member of the supervisory board.

28.3 A member of the management board cannot be a member of the supervisory board at the same time.

Art. 29. Appointment, Removal and Term of office of members of the supervisory board.

29.1 Members of the supervisory board shall be appointed by the general meeting of shareholders which shall determine their remuneration and term of office.

29.2 The term of office of a member of the supervisory board may not exceed six (6) years and each member of the supervisory board shall hold office until his/its/her successor is appointed. Members of the supervisory board may be re-appointed for successive terms.

29.3 Any member of the supervisory board may be removed from office at any time but only for cause by the general meeting of shareholders at a simple majority vote of the shares present or represented.

29.4 If a legal entity is appointed member of the supervisory board of the Company, such legal entity must designate a private individual as permanent representative who shall perform this role in the name and on behalf of the legal entity. The relevant legal entity may only remove its permanent representative if it appoints a successor at the same time. An individual may only be a permanent representative of one (1) member of the supervisory board and may not be member of the management board at the same time.

Art. 30. Vacancy in the office of a member of the supervisory board.

30.1 In the event of a vacancy in the office of a member of the supervisory board because of death, legal incapacity, bankruptcy, resignation or otherwise, this vacancy may be filled on a temporary basis and for a period not exceeding the initial mandate of the replaced member of the supervisory board, by the remaining members of the supervisory board until the next general meeting of shareholders which shall resolve on a permanent appointment in compliance with the applicable legal provisions.

30.2 If the total number of members of the supervisory board falls below three (3) or below such higher minimum set by these articles of association, as applicable, such vacancy must be filled without undue delay either by the general meeting of shareholders or in accordance with article 30.1.

Art. 31. Convening meetings of the supervisory board.

31.1 The supervisory board shall meet upon call by the chairman, or by any two members or by the management board at least once a year. Meetings of the supervisory board shall be held at the registered office of the Company unless otherwise indicated in the notice of the meeting.

31.2 Written notice of any meeting of the supervisory board must be given to its members forty-eight (48) hours at least in advance of the date scheduled for the meeting by mail, facsimile, electronic mail or any other means of communication, except in case of emergency, in which case the nature and the reasons of such emergency must be indicated in the notice. Such notice may be omitted in case of assent by each member of the supervisory board in writing, by facsimile, electronic mail or any other similar means of communication, a copy of such signed document being sufficient proof thereof. No prior notice shall be required for a board meeting to be held at a time and location determined in a prior resolution adopted by the supervisory board.

31.3 No convening notice shall be required in case all members of the supervisory board are present or represented at a meeting of the supervisory board and waive any convening requirement or in the case of resolutions in writing approved and signed by all members of the supervisory board.

Art. 32. Conduct of meetings of the supervisory board. The provisions of article 24 of these articles of association apply mutatis mutandis to the conduct of meetings of the supervisory board.

Art. 33. Minutes of meetings of the supervisory board.

33.1 The secretary or, if no secretary has been appointed, the chairman of the supervisory board shall draw minutes of any meeting of the supervisory board, which shall be signed by the chairman and by the secretary, if any. In his absence, minutes shall be signed jointly by any two members of the supervisory board.

33.2 Any copy and any excerpt of such original minutes to be produced in judicial proceedings or to be delivered to any third party shall be signed by the chairman of the supervisory or by any two members of the supervisory board.

E. Audit and Supervision

Art. 34. Auditor(s).

34.1 The operations of the Company shall be supervised by one or several internal auditors (commissaire(s)). The general meeting of shareholders shall appoint the internal auditor(s) and shall determine their term of office, which may not exceed six (6) years.

34.2 An internal auditor may be removed at any time, without notice and with or without cause by the general meeting of shareholders.

34.3 The internal auditors have an unlimited right of permanent supervision and control of all operations of the Company.

34.4 If the general meeting of shareholders of the Company appoints one or more independent auditor(s) (réviseur(s) d'entreprises agréé(s)) in accordance with article 69 of the law of 19 December 2002 regarding the trade and companies' register and the accounting and annual accounts of undertakings, as amended, the institution of internal auditor(s) is suppressed.

34.5. An independent auditor may only be removed by the general meeting of shareholders with cause or with his approval.

F. Financial year - Annual Accounts - Allocation of Profits - Interim Dividends

Art. 35. Financial year. The financial year of the Company shall begin on the first of January of each year and shall end on the thirty-first of December of the same year.

Art. 36. Annual accounts and Allocation of profits.

36.1 At the end of each financial year, the accounts are closed and the management board draws up an inventory of the Company's assets and liabilities, the balance sheet and the profit and loss accounts in accordance with the law.

36.2. From the annual net profits of the Company, five per cent (5%) at least shall be allocated to the legal reserve. This allocation shall cease to be mandatory as soon and as long as the aggregate amount of such reserve amounts to ten per cent (10%) of the share capital of the Company.

36.3 Sums contributed to a reserve of the Company by a shareholder may also be allocated to the legal reserve if the contributing shareholder agrees with such allocation.

36.4 In case of a share capital reduction, the Company's legal reserve may be reduced in proportion so that it does not exceed ten per cent (10%) of the share capital.

36.5 Upon recommendation of the management board, the general meeting of shareholders shall determine how the remainder of the Company's annual net profits shall be used in accordance with the Law and these articles of association.

36.6 Distributions shall be made to the shareholders in proportion to the number of shares they hold in the Company.

Art. 36. Interim dividends - Share premium and Assimilated premiums.

37.1 The management board may proceed to the payment of interim dividends subject to the provisions of the Law.

37.2 Any share premium, assimilated premium or other distributable reserve may be distributed to the shareholders pro-rata to their previous payments into such reserves subject to the provisions of the Law and these articles of association.

G. Liquidation

Art. 38. Liquidation.

38.1 In the event of dissolution of the Company in accordance with article 3.2 of these articles of association, the liquidation shall be carried out by one or several liquidators who are appointed by the general meeting of shareholders, deciding such dissolution and which shall determine their powers and their compensation. Unless otherwise provided, the liquidators shall have the most extensive powers for the realisation of the assets and payment of the liabilities of the Company.

38.2 The surplus resulting from the realisation of the assets and the payment of the liabilities shall be distributed among the shareholders in proportion to the number of shares of the Company held by them.

Second resolution

The Extraordinary General Meeting unanimously resolved to grant power to any member of the management board of the Company and/or any lawyer of the law firm WILDGEN, Partners in Law, in the name and on behalf of the Company, with sole signatory power, to carry out any action and execute any document necessary or incidental in relation to the implementation of the present resolutions.

There being no other business and thus no other outstanding points on the Agenda, and further requests for discussion not forthcoming, the Chairman declared the Extraordinary General Meeting closed.

The undersigned notary, who understands and speaks English and French, stated herewith that, on request of the above appearing parties, the present deed is worded in English followed by a French version; on request of the same appearing parties, and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will prevail.

WHEREOF, the present deed was drawn up in Luxembourg, at the date indicated at the beginning of the document.

After having read the present deed to the same appearing parties, acting as said before, known to the notary by name, first name, civil status and residence, the said parties signed together with Us, the notary, the present deed.

Suit la version française du texte qui précède:

L'an deux mille treize, le vingt-deuxième jour du mois de juillet.

Par devant Nous Maître Jean-Joseph WAGNER, notaire de résidence à Sanem, Grand-Duché de Luxembourg,

s'est tenue une assemblée générale extraordinaire (l'«Assemblée Générale Extraordinaire») de CRX Markets S.A., une société anonyme régie conformément au droit luxembourgeois, ayant son siège social au L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg et immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 173.889 (la «Société»), constituée suivant un acte reçu par le notaire instrumentant, en date du 19 décembre 2012, publié au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations numéro 267 du 4 février 2013, lesquels statuts ont été modifiés en dernier lieu suivant acte reçu par le notaire instrumentant, en date du 22 juillet 2013, lesquelles modifications n'ont pas encore été publiées au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

L'Assemblée Générale Extraordinaire a été présidée par M. Matthias SCHMIDT, avocat, (rechtsanwalt), demeurant professionnellement au 69, boulevard de la Pétrusse, L-2320 Luxembourg (le «Président»).

Le Président a procédé tout d'abord à la constitution du bureau de l'Assemblée Générale Extraordinaire:

Le Président a nommé comme secrétaire Maître Giuseppe CAFIERO, avocat, demeurant professionnellement au 69, boulevard de la Pétrusse, L-2320 Luxembourg (le «Secrétaire»);

Le Président et le Secrétaire ont élu comme scrutateur Maître Fleur MARCHAL, avocate, demeurant professionnellement au 69, boulevard de la Pétrusse, L-2320 Luxembourg (le «Scrutateur» et ensemble avec le Président et le Secrétaire, le «Bureau»).

Le Bureau ayant été constitué en conformité avec les dispositions du droit luxembourgeois et les statuts coordonnés de la Société, le Président a déclaré et a requis le notaire d'acter ce qui suit:

i. Tous les actionnaires de la Société, représentant l'intégralité du capital social de la Société, ont été présents ou valablement représentés à l'Assemblée Générale Extraordinaire laquelle a pu valablement délibérer et décider sur tous les points de l'ordre du jour sans convocation préalable conformément aux dispositions des statuts coordonnés de la Société;

ii. L'ordre du jour de l'Assemblée Générale Extraordinaire (l'«Ordre du Jour») a été le suivant:

1. Approbation de la modification et refonte des statuts de la Société dans la forme jointe à la documentation fournie aux actionnaires préalablement à cette assemblée;

2. Octroi de pouvoir à tout membre du directoire de la Société et/ou à tout avocat de l'étude WILDGEN, Partners in Law, chacun agissant sous sa seule signature au nom et pour le compte de la Société, afin de prendre toute mesure et de signer tout document nécessaire ou accessoire relatif aux résolutions à prendre sur base du présent Ordre du Jour; et

3. Divers.

iii. Conformément à la liste de présence établie par les membres du Bureau - et annexée au présent acte après avoir été signée ne varietur par les actionnaires présents (le cas échéant), par les mandataires représentant les actionnaires et les membres du Bureau - les actionnaires représentant l'intégralité du capital social de la Société ont été présents ou valablement représentés à l'Assemblée Générale Extraordinaire, de sorte que l'Assemblée Générale Extraordinaire a été dûment constituée et a pu valablement décider sur tous les points mentionnés à l'Ordre du Jour.

iv. L'Assemblée Générale Extraordinaire a approuvé les déclarations du Président en se considérant comme dûment constituée et convoquée.

v. Par la suite, l'Assemblée Générale Extraordinaire a délibéré sur tous les points de l'Ordre du Jour et a adopté les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Assemblée Générale Extraordinaire a décidé à l'unanimité de modifier et refondre les statuts de la Société, lesquels statuts doivent être lus comme suit:

A. Dénomination - Objet - Durée - Siège social

Art. 1^{er}. Dénomination. Il est formé une société anonyme sous la dénomination CRX Markets S.A. (la «Société»), qui sera régie par la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée (la «Loi») et par les présents statuts.

Art. 2. Objet.

2.1 L'objet de la Société est de faciliter, d'un point de vue technique, le traitement et le calcul de besoins de financement à court et à moyen terme.

2.2 La Société a pour objet la prise de participations, sous quelque forme que ce soit, dans des sociétés luxembourgeoises ou étrangères et toutes autres formes de placements, l'acquisition par achat, souscription ou toute autre manière ainsi que l'aliénation par la vente, l'échange ou toute autre manière de valeurs mobilières de toutes espèces et l'administration, la gestion, le contrôle et la mise en valeur de son portefeuille.

2.3 La Société peut également garantir, accorder des sûretés, accorder des prêts ou assister autrement des sociétés dans lesquelles elle détient une participation directe ou indirecte ou des droits de quelque nature que ce soit, ou des sociétés qui font partie du même groupe de sociétés que la Société.

2.4 La Société peut lever des fonds et plus particulièrement en empruntant sous toute forme ou en émettant toutes formes de titres obligataires, des obligations garanties, des lettres de change ainsi que généralement toute sorte de titres de participation, d'obligations.

2.5 La Société pourra exercer toutes activités de nature commerciale, industrielle, financière ou de propriété intellectuelle estimées utiles pour l'accomplissement de ces objets.

Art. 3. Durée.

3.1 La Société est constituée pour une durée illimitée.

3.2 La Société pourra être dissoute à tout moment et avec ou sans cause par une décision de l'Assemblée Générale prise dans les conditions requises pour une modification des présents statuts.

Art. 4. Siège social.

4.1 Le siège social de la Société est établi en la ville de Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

4.2 Le siège social de la Société pourra être transféré dans les limites de la commune de Luxembourg par simple décision du directoire de la Société. Le siège social de la Société pourra être transféré dans toute autre commune du Grand-Duché de Luxembourg par une décision de l'assemblée générale des actionnaires prise dans les conditions requises pour une modification des présents statuts.

4.3 Il peut être créé des succursales ou bureaux, tant dans le Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger par une décision du directoire.

4.4 Lorsque le directoire estime que des événements extraordinaires d'ordre politique ou militaire de nature à compromettre l'activité normale au siège social, ou la communication aisée entre le siège social et l'étranger se produiront ou seront imminents, il pourra transférer provisoirement le siège social à l'étranger jusqu'à la cessation complète de ces circonstances anormales. Cette mesure provisoire n'aura toutefois aucun effet sur la nationalité de la Société, qui restera une société luxembourgeoise.

B. Capital social - Actions

Art. 5. Capital social.

5.1 Le capital social de la Société est fixé à cinquante-six mille neuf cent soixante-treize euros (EUR 56.973,-), représenté par cinquante-six mille neuf cent soixante-treize (56.973) actions d'une valeur nominale d'un euro (EUR 1) chacune.

5.2 Conformément aux articles 5.5 et 5.6 ci-dessous, le capital social de la Société peut être augmenté ou réduit par une décision de l'assemblée générale des actionnaires prise dans les conditions requises pour une modification des présents statuts ou tel que prévu dans l'article 6 des présentes.

5.3 Toutes les nouvelles actions à souscrire en numéraire devront être proposées en préférence aux actionnaires existants. Dans l'hypothèse d'une pluralité d'actionnaires, ces actions devront être proposées aux actionnaires proportionnellement au nombre d'actions détenues par eux au sein du capital social de la Société. Le directoire déterminera la période pendant laquelle un tel droit préférentiel de souscription pourra être exercé et qui ne pourra pas être inférieur à trente (30) jours à compter de la date d'expédition d'une lettre recommandée adressée aux actionnaires et leur annonçant l'ouverture de la période de souscription. Conformément à l'article 5.3A, l'assemblée générale des actionnaires pourra limiter ou supprimer le droit préférentiel de souscription des actionnaires existants dans les conditions requises pour une modification des présents statuts ou conformément à l'article 6 des présentes.

5.3 A Nonobstant toute autre disposition prévue par les présents statuts, 360 Treasury Systems AG aura toujours et se verra concéder un droit préférentiel pour souscrire aux actions de la Société, que le prix de souscription relatif à ces actions soit payé en liquide ou en nature, étant entendu que seul 360 Treasury Systems AG peut renoncer à ce droit et, afin d'éviter toute ambiguïté, non pas l'assemblée générale des actionnaires conformément à l'article 5.3 ou le directoire conformément à l'article 6, 5.4 La Société peut racheter ses propres actions aux conditions prévues par la Loi.

5.5 Si un tiers investisseur ou un actionnaire de la Société:

a) prévoit de souscrire des actions de la Société dont le prix est basé sur une évaluation inférieure à vingt millions d'euros (EUR 20.000.000,00) pour 100% des actions de la Société; et

b) ne souscrit pas à des actions de la Société émises dans le cadre du capital autorisé de la Société conformément à l'article 6,

dans ce cas, l'émission d'actions au tiers investisseur ou à l'actionnaire devra être soumise à l'approbation d'au moins 70% des voix valablement exprimées lors de l'assemblée générale des actionnaires.

5.6 Toutefois, dans tous les cas de souscriptions aux actions de la Société (s'agissant d'actions émises dans le capital social autorisé ou d'actions émises sur décision de l'assemblée générale de actionnaires),

a) selon l'article 5.3A, les actionnaires auront uniquement l'obligation de renoncer à leur droit de souscription et le directoire devra être autorisé à émettre de nouvelles actions sans droit préférentiel de souscription pour les actionnaires si (i) l'assemblée générale des actionnaires accepte une telle souscription par au moins 70% des votes valablement exprimés et (ii) en cas d'investisseur tiers, cet investisseur a adhéré à tout accord écrit conclu entre les actionnaires et la Société concernant la Société qui pourra être mis en place; et

b) si le tiers investisseur ou l'actionnaire doit souscrire à des actions de la Société à un prix basé sur une évaluation inférieure à l'évaluation concernant la dernière augmentation de capital de la Société, dans laquelle 360 Treasury Systems AG a souscrit des actions, l'accord de 360 Treasury Systems AG pour l'émission de telles actions est requis.

Art. 6. Capital Autorisé.

6.1 Le directoire est autorisé pour une période de cinq (5) années à compter de la date de première publication des présents statuts ou, le cas échéant, à la date de la décision de renouveler ou d'augmenter le capital autorisé conformément au présent article d'augmenter le capital social actuel en une ou plusieurs fois jusqu'à un montant de quarante mille euros (EUR 40.000,-) par l'émission de quarante mille (40.000) actions ayant une valeur nominale d'un euro (EUR 1,-) chacune et ayant les mêmes droits que les actions déjà existantes.

Pendant la période de cinq (5) indiquée ci-dessus, le directoire est autorisé, selon l'article 6.3 ci-dessus, à émettre des actions, accorder des options de souscription d'actions and émettre tous autres instruments convertibles en actions dans les limites du capital autorisé, aux personnes et aux conditions qu'il estimera opportunes, et spécifiquement à procéder à de telles émissions sans réserver un droit préférentiel de souscription des actions émises aux actionnaires existants. Cette autorisation peut être renouvelée par une décision de l'assemblée générale des actionnaires adoptée dans les conditions requises pour une modification des présents statuts, à chaque fois pour une période ne pouvant excéder cinq (5) ans.

6.2 Le capital autorisé de la Société peut être augmenté ou réduit par une décision de l'assemblée générale des actionnaires adoptée dans les conditions requises pour une modification des présents statuts.

6.3 L'autorisation du directoire de procéder à une augmentation de capital dans le cadre du capital autorisé conformément à l'article 6.1 ci-dessus est soumis à:

a) l'accord du conseil de surveillance de la Société, et

b) l'accord de l'assemblée générale des actionnaires de la Société avec une majorité d'au moins 70% des voix exprimées mais uniquement dans la mesure où l'émission de nouvelles actions, l'accord des options de souscription d'actions et l'émission de tout autre instrument convertible en actions sont fixés selon un prix basé sur une évaluation inférieure à l'évaluation relative à la dernière augmentation du capital social de la Société au cours de laquelle 360 Treasury Systems AG a souscrit des actions.

Art. 7. Actions.

7.1 Le capital social de la Société est divisé en actions, chacune d'elles ayant la même valeur nominale.

7.2 Les actions de la Société revêtent la forme nominative.

7.3 La Société peut avoir un ou plusieurs actionnaires.

7.4 La mort, la suspension des droits civiques, la dissolution, la faillite ou l'insolvabilité ou tout autre événement similaire concernant l'un des actionnaires n'entraînera pas la dissolution de la Société mais constituera un cas de rachat d'actions tel que défini à l'article 8.

Art. 8. Registre des actions - Transfert des actions - Rachat d'actions.

8.1 Un registre des actions sera tenu au siège social de la Société, où il sera mis à disposition de chaque actionnaire pour consultation. Ce registre devra contenir toutes les informations requises par la Loi. Des certificats d'inscription seront émis sur demande et aux frais de l'actionnaire demandeur.

8.2 La Société ne reconnaît qu'un seul titulaire par action. Les copropriétaires indivis devront désigner un représentant unique qui les représentera vis-à-vis de la Société. La Société aura le droit de suspendre l'exercice de tous les droits attachés à cette action, jusqu'à ce qu'un tel représentant ait été désigné.

8.3 Toute vente, cession, transfert ou tout autre acte de disposition, en particulier la cession ou le nantissement d'actions ou d'une partie de celles-ci, sera nul sans le consentement de l'assemblée générale des actionnaires de la Société exprimé à la majorité d'au moins 70% des votes valablement exprimés à une telle assemblée (lequel consentement ne devra pas déraisonnablement être refusé).

8.4 Tout transfert d'actions deviendra opposable à la Société et aux tiers soit (i) sur inscription d'une déclaration de cession dans le registre des actionnaires, signée et datée par le cédant et le cessionnaire ou leurs représentants, ou (ii) sur notification de la cession à la Société ou sur acceptation de la cession par la Société.

8.5 Les actions de la Société sont des actions rachetables, conformément à l'article 49-8 de la Loi. Les actions souscrites et intégralement libérées sont rachetables au prorata des actions rachetables détenues par chaque actionnaire, sur demande de la Société. Le rachat des actions rachetables ne peut être fait qu'en utilisant (i) les sommes disponibles à la distribution conformément à l'article 72-1 de la Loi (fonds distribuables, y compris la réserve extraordinaire constituée par les fonds reçus par la Société en tant que prime d'émission) ou (ii) les sommes recueillies à l'occasion d'une nouvelle émission effectuée aux fins dudit rachat. Les actions rachetées n'emportent aucun droit de vote et ne confèrent aucun droit à recevoir des dividendes ou des bonis de liquidation. Les actions rachetées peuvent être annulées par un vote en ce sens de l'assemblée générale des actionnaires.

8.6 Réserve Spécifique. Un montant égal à la valeur nominale ou, en l'absence de celle-ci, à la valeur comptable, de toutes les actions rachetées, doit être affecté à une réserve ne pouvant être distribuée aux actionnaires, excepté le cas d'une réduction du capital social souscrit; cette réserve ne peut être utilisée que pour augmenter le capital social souscrit par incorporation de réserves.

8.7 Procédure de Rachat. Une moins deux semaines avant la date de rachat, une notification écrite devra être envoyée par courrier recommandé ou par courrier express internationalement reconnu, à chaque actionnaire à son adresse telle que dernièrement mentionnée au registre des actionnaires de la Société. Une telle notification devra indiquer à l'actionnaire le nombre d'actions devant être rachetées, la date de rachat, le prix de rachat et les procédures nécessaires pour soumettre les actions à la Société à des fins de rachat. Chaque actionnaire dont les actions sont rachetées doit, le cas échéant, remettre à la Société le certificat ou les certificats, émit/émis en relation avec de telles actions. Le prix de rachat de telles actions sera exigible (i) à la demande de la personne dont le nom apparaît sur le registre des actions, en sa qualité de propriétaire de ces dernières et, en cas de paiement en numéraire, sur le compte bancaire fourni à la Société par un tel actionnaire, avant la date de rachat et (ii) doit correspondre à la juste valeur du marché des actions qui vont être rachetées, à la date correspondante de rachat.

8.8 Cas de rachat. Les actions détenues par un actionnaire sont rachetables par la Société conformément à la procédure exposées ci-dessus dans tous les cas suivants (chacun un «Cas de rachat»):

(i) la mort, la suspension des droits civiques, la dissolution, la faillite ou l'insolvabilité ou tout autre événement similaire concernant l'un des actionnaires;

(ii) la violation par l'un des actionnaires de ses obligations issues des présents statuts.

C. Décisions des actionnaires

Art. 9. Pouvoirs de l'assemblée générale des actionnaires.

9.1 Les actionnaires exercent leurs droits collectifs en assemblée générale d'actionnaires. Toute assemblée générale d'actionnaires de la Société régulièrement constituée représente l'ensemble des actionnaires de la Société. L'assemblée générale des actionnaires est investie des pouvoirs qui lui sont expressément réservés par la Loi et par les présents statuts.

9.2 Si la Société a un actionnaire unique, toute référence faite à «l'assemblée générale des actionnaires» devra, selon le contexte et le cas échéant, être entendue comme une référence à «l'actionnaire unique», et les pouvoirs conférés à l'assemblée générale des actionnaires devront être exercés par l'actionnaire unique.

Art. 10. Convocation des assemblées générales d'actionnaires.

10.1 L'assemblée générale des actionnaires de la Société peut, à tout moment, être convoquée par le directoire ou, le cas échéant, par le(s) commissaire(s) aux comptes.

10.2 L'assemblée générale des actionnaires doit obligatoirement être convoquée par le directoire ou par le(s) commissaire(s) aux comptes sur demande écrite d'un ou plusieurs actionnaires représentant au moins dix pour cent (10%) du capital social de la Société. En pareil cas, l'assemblée générale des actionnaires devra être tenue dans un délai d'un (1) mois à compter de la réception de cette demande.

10.3 Les convocations pour toute assemblée générale des actionnaires contiennent la date, l'heure, le lieu et l'ordre du jour de l'assemblée et sont effectuées par lettres recommandées expédiées à chaque actionnaire au moins huit (8) jours avant la date prévue de l'assemblée.

10.4 Si tous les actionnaires sont présents ou représentés et ont renoncé à toute formalité de convocation, l'assemblée générale des actionnaires peut être tenue sans convocation préalable, ni publication.

Art. 11. Conduite des assemblées générales d'actionnaires.

11.1 L'assemblée générale annuelle des actionnaires doit être tenue à Luxembourg, au siège social de la Société ou à tout autre endroit au Luxembourg tel qu'indiqué dans la convocation, le 15 juin à 11 heures. Si la date indiquée est un jour férié, un samedi ou un dimanche, l'assemblée générale des actionnaires aura lieu le jour ouvrable suivant. Les autres assemblées générales d'actionnaires pourront se tenir à l'endroit et l'heure indiqués dans les convocations respectives.

11.2 Un bureau de l'assemblée doit être constitué à chaque assemblée générale d'actionnaires, composé d'un président, d'un secrétaire et d'un scrutateur, sans qu'il ne soit nécessaire que ces membres du bureau de l'assemblée soient actionnaires ou membres du directoire. Si tous les actionnaires présents à l'assemblée générale décident qu'ils sont en mesure de contrôler la régularité des votes, les actionnaires peuvent, à l'unanimité, décider de nommer uniquement (i) un président et un secrétaire ou (ii) une seule personne chargée d'assurer les fonctions du bureau de l'assemblée, rendant ainsi inutile la nomination d'un scrutateur. Toute référence faite au «bureau de l'assemblée» devra en ce cas être entendue comme faisant référence aux «président et secrétaire» ou, le cas échéant et selon le contexte, à «la personne unique qui assume le rôle de bureau de l'assemblée». Le bureau doit notamment s'assurer que l'assemblée est tenue en conformité avec les règles applicables et, en particulier, en conformité avec les règles relatives à la convocation, aux conditions de majorité, au partage des voix et à la représentation des actionnaires.

11.3 Une liste de présence doit être tenue à toute assemblée générale d'actionnaires.

11.4 Un actionnaire peut participer à toute assemblée générale des actionnaires en désignant une autre personne comme son mandataire par écrit ou par télécopie, courrier électronique ou par tout autre moyen de communication.

11.5 Les actionnaires qui prennent part à une assemblée par conférence téléphonique, vidéoconférence ou par tout autre moyen de communication permettant leur identification et permettant à toutes les personnes participant à l'assemblée de s'entendre mutuellement sans discontinuité, garantissant une participation effective à l'assemblée, sont réputés être présents pour le calcul du quorum et des voix, à condition que de tels moyens de communication soient disponibles sur les lieux de l'assemblée.

11.6 Chaque actionnaire peut voter à une assemblée générale des actionnaires au moyen d'un bulletin de vote signé, envoyé par courrier, courrier électronique, télécopie ou tout autre moyen de communication au siège social de la Société ou à l'adresse indiquée dans la convocation. Les actionnaires ne peuvent utiliser que les bulletins de vote fournis par la Société qui indiquent au moins le lieu, la date et l'heure de l'assemblée, l'ordre du jour de l'assemblée, les résolutions soumises à l'assemblée, ainsi que pour chaque résolution, trois cases à cocher permettant à l'actionnaire de voter en faveur ou contre la résolution proposée, ou d'exprimer une abstention par rapport à chacune des résolutions proposées, en cochant la case appropriée.

11.7 Les bulletins de vote qui, pour une résolution proposée, n'indiquent pas uniquement (i) un vote en faveur ou (ii) contre résolution proposée ou (iii) exprimant une abstention sont nuls au regard de cette résolution. La Société ne tiendra compte que des bulletins de vote reçus avant la tenue de l'assemblée générale des actionnaires à laquelle ils se rapportent.

Art. 12. Quorum et Vote.

12.1 Chaque action donne droit à une voix en assemblée générale d'actionnaires.

12.2 Sauf disposition contraire de la Loi ou des présents statuts, les décisions prises en assemblée générale d'actionnaires dûment convoquées requièrent une condition de quorum et sont adoptées à la majorité simple des voix valablement exprimées quelle que soit la part du capital social représentée. Les abstentions et les votes blancs ou nuls ne sont pas pris en compte.

12.3 L'assemblée générale doit avoir un quorum de présence, si tous les actionnaires ont été dûment convoqués à l'assemblée générale conformément aux présents statuts, et un minimum de 70% du capital votant de la Société doit être présent ou représenté. Si un tel quorum n'est pas rassemblé dans les trente (30) minutes à partir de l'heure fixée pour l'assemblée générale, la réunion devra être ajournée et une seconde assemblée générale devra être convoquée au moyen d'avis publiés dans le Mémorial et dans deux journaux luxembourgeois, à un intervalle d'au moins quinze (15) jours et quinze (15) jours avant la réunion. Chaque actionnaire présent ou représenté à la nouvelle assemblée constituera le quorum étant entendu que (i) tous les actionnaires ont été dûment convoqués à la nouvelle assemblée ajournée conformément à la Loi et aux présents statuts et (ii) les mêmes points figurant à l'ordre du jour de l'assemblée des actionnaires, au cours de laquelle le quorum requis n'a pas été réuni, soit applicables à la nouvelle assemblée.

Art. 13. Modification des statuts. Sauf disposition contraire, les présents statuts peuvent être modifiés à la majorité des 70% des voix des actionnaires valablement exprimées lors d'une assemblée générale des actionnaires à laquelle plus de la moitié du capital social de la Société est présente ou représentée. Si le quorum n'est pas atteint à une assemblée, une seconde assemblée pourra être convoquée dans les conditions prévues par la Loi et les présents statuts qui pourra alors délibérer quel que soit le quorum et au cours de laquelle les décisions seront adoptées à la majorité des 70% des voix valablement exprimées. Les abstentions et les votes blancs ou nuls ne sont pas pris en compte.

Art. 14. Mesures et Opérations nécessitant un certain accord des actionnaires.

14.1 L'assemblée générale des actionnaires doit adopter les mesures et opérations suivantes avec une majorité d'au moins 70% des voix valablement émises:

- a) toute contribution d'actifs dans la Société (payée en nature) en échange desquelles des actions sont émises;

- b) tout transfert de pertes et profits ou contrats de domination conclus par la Société;
- c) toute fusion, scission, spin-off et mesures similaires impliquant la Société;
- d) toute modification des statuts ou des règles de fonctionnement du conseil de surveillance;
- e) toute liquidation de la Société ou la nomination de liquidateurs ou la décision de poursuivre l'activité de la Société;
- f) toute acquisition ou cession d'entreprise ou de participation dans des sociétés, création ou renonciation de succursales, filiales et contrats de joint venture;
- g) dettes contractées par la Société notamment par le biais de prêt ou autres contrats de crédits pour un montant supérieur à un million d'euro (EUR 1.000.000) ou; prise en charge de garanties, octroi de prêts à longue durée, octroi de sûretés de toutes natures, consentir à des crédits en dehors du cadre normal des affaires, et rachat de passif pour des tiers;
- h) accords contractuels de toute nature et/ou autres engagements ou accords avec Satee GmbH, Tilia Quadrat GmbH et Nirvage GmbH, leurs filiales, leurs bénéficiaires économiques, et les personnes liées aux bénéficiaires économiques au sens des dispositions de la Section 138 para 1 de la loi allemande sur la faillite (InsO). Cette disposition s'applique également aux sociétés dirigées par toute personne décrite dans la phrase précédente;
- i) approbation des comptes annuels de la Société; j) distribution de bénéfices; et
- k) approbation de toutes mesures prévues aux articles 14.1 a) à 14.1 j) au niveau de toute société contrôlée par la Société.

14.2 Le directoire de la Société (i) ne doit pas affecter les mesures et opérations énumérées aux articles 14.1 a) à 14.1 j) ci-dessus sans l'accord préalable des actionnaires conformément à l'article 14 et (ii) doit assurer, dans le limite de la Loi applicable, la mise en oeuvre de ce processus d'approbation dans les sociétés contrôlées par la Société.

Art. 15. Changement de nationalité. Les actionnaires ne peuvent changer la nationalité de la Société qu'avec le consentement unanime des actionnaires.

Art. 16. Ajournement des assemblées générales des actionnaires. Dans les conditions prévues par la Loi, le directoire peut ajourner de quatre (4) semaines une assemblée générale d'actionnaires. Le directoire peut prendre une telle décision à la demande des actionnaires représentant au moins vingt pour cent (20%) du capital social de la Société. Dans l'hypothèse d'un ajournement, toute décision déjà adoptée par l'assemblée générale des actionnaires sera annulée.

Art. 17. Procès-verbal des assemblées générales d'actionnaires.

17.1 Le bureau de toute assemblée générale des actionnaires doit dresser un procès-verbal de l'assemblée qui doit être signé par les membres du bureau de l'assemblée ainsi que par tout autre actionnaire à sa demande.

17.2 Toute copie ou extrait de ces procès-verbaux originaux, à produire dans le cadre de procédures judiciaires ou à remettre à tout tiers devra être certifié(e) conforme à l'original par le notaire dépositaire de l'acte original dans l'hypothèse où l'assemblée aurait été retranscrite dans un acte authentique, ou devra être signé par le président du directoire ou par deux membres du directoire.

D. Administration

Art. 18. Structure dualiste de gestion et de surveillance.

18.1 La gestion de la société est soumise aux dispositions des articles 60bis-1 à 60bis-19 de la Loi, sauf disposition contraire des présents statuts.

18.2 La Société est gérée par un directoire qui exerce ses fonctions sous le contrôle d'un conseil de surveillance.

Art. 19. Composition et Pouvoirs du directoire.

19.1 Le directoire comprend au moins deux (2) membres.

19.2 Le directoire est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir au nom et pour le compte de la Société et pour prendre toute mesure nécessaire ou utile afin de réaliser l'objet social de la Société, à l'exception des pouvoirs réservés par la Loi ou par les présents statuts au conseil de surveillance ou à l'assemblée générale des actionnaires. Le conseil de surveillance peut adopter des règles de procédure applicables au directoire, prévoyant en particulier que pour certaines matières réservées le consentement du conseil de surveillance doit être obtenu, sans toutefois s'immiscer dans la gestion de la Société.

Art. 20. Gestion journalière.

20.1 La gestion journalière de la Société ainsi que la représentation de la Société en rapport avec cette gestion journalière peut, en conformité avec l'article 60 de la Loi être déléguée à un (1) ou plusieurs membre du directoire, dirigeants ou mandataires, agissant individuellement ou conjointement, à l'exclusion des membres du conseil de surveillance. Leur nomination, leur révocation et leurs pouvoirs seront déterminés par une décision du directoire.

20.2 La Société peut également conférer des pouvoirs spéciaux au moyen d'une procuration authentique ou d'un acte sous seing privé.

Art. 21. Nomination, Révocation et Durée des mandats des membres du directoire.

21.1 Les membres du directoire sont nommés par l'assemblée générale des actionnaires qui détermine leur rémunération et la durée de leur mandat.

21.2 La durée du mandat d'un membre du directoire ne peut excéder six (6) ans et tout membre du directoire doit rester en fonction jusqu'à ce que son successeur ait été désigné. Les membres du directoire peuvent faire l'objet de réélections successives.

21.3 Chaque membre du directoire est nommé à la majorité simple des actions présentes ou représentées à une assemblée générale des actionnaires.

21.4 Tout membre du directoire peut être révoqué de ses fonctions à tout moment, uniquement avec motif par l'assemblée générale des actionnaires à la majorité simple des actions présentes ou représentées.

21.5 Si une personne morale est nommée en tant que membre du directoire, cette personne morale doit désigner une personne physique en qualité de représentant permanent qui doit assurer cette fonction au nom et pour le compte de la personne morale. La personne morale concernée peut révoquer son représentant permanent uniquement si elle nomme simultanément son successeur. Une personne physique peut uniquement être le représentant permanent d'un seul (1) membre du directoire de la Société et ne peut être simultanément membre du directoire de la Société.

Une personne physique ne peut être simultanément le représentant permanent d'un membre du directoire et d'un membre du conseil de surveillance.

Art. 22. Vacance d'un poste de membre du directoire. Dans l'hypothèse où un poste de membre du directoire deviendrait vacant suite au décès, à l'incapacité juridique, à la faillite, à la retraite ou autre, cette vacance pourra être comblée à titre temporaire et pour une durée ne pouvant excéder le mandat initial du membre du directoire qui fait l'objet d'un remplacement par les membres du directoire restants jusqu'à la prochaine assemblée générale d'actionnaires, appelée à statuer sur la nomination permanente d'un nouveau membre du directoire en conformité avec les dispositions légales applicables.

Art. 23. Convocation aux réunions du directoire.

23.1 Le directoire se réunit à la demande du président, ou de n'importe quel membre du directoire. Les réunions du directoire doivent être tenues au siège social de la Société sauf indication contraire dans la convocation.

23.2 Une convocation écrite à toute réunion du directoire doit être adressée aux membres du directoire vingt-quatre (24) heures au moins avant l'heure prévue pour la réunion, sauf en cas d'urgence, auquel cas la nature et les motifs de cette urgence devront être exposés dans la convocation. Cette convocation peut être omise si chaque membre du directoire y consent par écrit, par télécopie, courrier électronique ou tout autre moyen de communication, une copie dudit document signé constituant une preuve suffisante d'un tel accord. Aucune convocation préalable ne sera exigée pour toute réunion du directoire dont l'heure et l'endroit auront été déterminés dans une décision précédente adoptée par le directoire.

23.3 Aucune convocation préalable n'est requise dans l'hypothèse où tous les membres du directoire seraient présents ou représentés à une réunion du directoire et renonceraient à toute formalité de convocation ou dans l'hypothèse où des décisions écrites auraient été approuvées et signées par tous les membres du directoire.

Art. 24. Conduite des réunions du directoire.

24.1 Le directoire élit parmi ses membres un président. Il peut également élire un secrétaire qui n'est pas nécessairement un membre du directoire et qui est chargé de la tenue des procès-verbaux des réunions du directoire.

24.2 Le président doit présider toute réunion du directoire, mais, en son absence, le directoire peut nommer un autre membre du directoire en qualité de président temporaire par une décision adoptée à la majorité des membres du directoire présents.

24.3 Tout membre du directoire peut participer à toute réunion du directoire en désignant comme mandataire un autre membre du directoire par écrit, télécopie, courrier électronique ou tout autre moyen analogue de communication, la copie d'une telle désignation constituant une preuve suffisante d'un tel mandat. Tout membre du directoire peut représenter un ou plusieurs mais pas tous les membres du directoire.

24.4 Les réunions du directoire peuvent aussi être tenues par conférence téléphonique, vidéoconférence ou par tout autre moyen de communication autorisant les personnes participant à de telles réunions de s'entendre les unes les autres de manière continue et permettant une participation effective à ces réunions. La participation à une réunion par ces moyens équivaudra à une participation en personne et la réunion devra être considérée comme ayant été tenue au siège social de la Société.

24.5 Le directoire ne peut valablement délibérer ou statuer que si la moitié au moins de ses membres est présente ou représentée.

24.6 Les décisions sont prises à la majorité des voix des membres du directoire présents ou représentés. En cas de partage des voix, le président n'a pas de voix prépondérante.

24.7 Sauf disposition contraire de la Loi, tout membre du directoire qui a, directement ou indirectement, un intérêt dans une opération soumise à l'autorisation du directoire qui serait contraire aux intérêts de la Société, doit en informer le directoire et cette déclaration doit être actée dans le procès-verbal de la réunion du directoire. Le membre du directoire

concerné ne peut prendre part ni aux discussions relatives à cette opération, ni au vote y afférent. Ce conflit d'intérêts doit également faire l'objet d'une communication aux actionnaires, lors de la prochaine assemblée générale des actionnaires, et avant toute prise de décision de l'assemblée générale des actionnaires sur tout autre point à l'ordre du jour. En outre, l'autorisation du conseil de surveillance est requise pour cette transaction.

24.8 Le directoire peut, à l'unanimité, adopter des décisions par voie circulaire en exprimant son consentement par écrit, par télécopie, par courrier électronique ou par tout autre moyen analogue de communication. Les membres du directoire peuvent exprimer leur consentement séparément, l'intégralité des consentements constituant une preuve de l'adoption des décisions. La date d'adoption de ces décisions sera la date de la dernière signature.

Art. 25. Procès-verbaux des réunions du directoire.

25.1 Le procès-verbal de toute réunion du directoire doit être signé par le président du directoire, ou en son absence, par le président temporaire. Des copies ou extraits de ces procès-verbaux qui pourront être produits en justice ou d'une autre manière devront être signés par le président du directoire.

25.2 Toute copie et tout extrait de ces procès-verbaux devant être produits dans une procédure judiciaire ou être délivrés à un tiers devront être signés par le président du directoire ou par deux membres du directoire.

Art. 26. Relations avec les tiers.

26.1 La Société sera engagée à l'égard des tiers en toutes circonstances par (i) la signature conjointe de deux membres du directoire ou par (ii) la signature unique ou de toute personne à laquelle un tel pouvoir aura été délégué par le directoire dans les limites d'une telle délégation.

26.2 Dans les limites de la gestion journalière, la Société est engagée à l'égard des tiers par la signature de toute(s) personne(s) à laquelle (auxquelles) un tel pouvoir de signature aura été délégué par le directoire, agissant individuellement ou conjointement dans les limites d'une telle délégation.

Art. 27. Pouvoirs du conseil de surveillance.

27.1 Le conseil de surveillance a pour mission la supervision permanente et le contrôle de la gestion de la Société par le directoire. De plus, certaines mesures et opérations du directoire, telles que définies dans le règlement interne ou tout autre règlement similaire, requièrent le consentement préalable du conseil de surveillance. Il ne peut en aucun cas s'immiscer dans la gestion.

27.2 Le conseil de surveillance a un droit d'information illimité concernant toutes les opérations de la Société et peut examiner tous les documents de la Société. Il peut demander au directoire de lui fournir toute information nécessaire à l'exercice de ses fonctions et peut directement ou indirectement procéder à toutes vérifications qu'il estime utiles pour l'accomplissement de sa mission.

27.3 Au moins tous les trois mois, le directoire remet un rapport écrit au conseil de surveillance sur l'activité de la Société et ses prévisions de développement futur. En outre, le directoire doit sans délai transmettre au conseil de surveillance toute information sur des événements susceptibles d'avoir une influence notable sur la situation de la Société.

27.4 L'assemblée générale des actionnaires peut adopter des règles de procédure applicables au conseil de surveillance par une décision prise à la majorité simple des suffrages exprimés.

Art. 28. Composition du conseil de surveillance.

28.1 Le conseil de surveillance est composé d'au moins trois (3) membres.

28.2 Le conseil de surveillance élit parmi ses membres un président. Il peut également désigner un secrétaire qui n'est pas nécessairement actionnaire ou membre du conseil de surveillance.

28.3 Un membre du conseil de surveillance ne peut être simultanément membre du directoire.

Art. 29. Nomination, Révocation et Durée des mandats des membres du conseil de surveillance.

29.1 Les membres du conseil de surveillance sont nommés par l'assemblée générale des actionnaires qui détermine leur rémunération et la durée de leur mandat.

29.2 La durée du mandat d'un membre du conseil de surveillance ne peut excéder six (6) ans et chaque membre du conseil de surveillance doit rester en fonction jusqu'à ce qu'un successeur ait été désigné. Les membres du conseil de surveillance peuvent faire l'objet de réélections successives.

29.3 Chaque membre du conseil de surveillance peut être révoqué de ses fonctions à tout moment uniquement avec motif par l'assemblée générale des actionnaires à la majorité simple des actions présentes ou représentées à une assemblée générale des actionnaires.

29.4 Si une personne morale est nommée en tant que membre du conseil de surveillance de la Société, cette personne morale doit désigner une personne physique en qualité de représentant permanent qui doit assurer cette fonction au nom et pour le compte de la personne morale. La personne morale concernée peut révoquer son représentant permanent uniquement si elle nomme simultanément son successeur. Une personne physique peut uniquement être le représentant permanent d'un seul (1) membre du directoire de la Société et ne peut être simultanément membre du directoire de la Société.

Art. 30. Vacance d'un poste de membre du conseil de surveillance.

30.1 Dans l'hypothèse où un poste de membre du conseil de surveillance deviendrait vacant suite au décès, à l'incapacité juridique, à la faillite, à la retraite ou autre, cette vacance pourra être comblée à titre temporaire et pour une durée ne pouvant excéder le mandat initial du membre du conseil de surveillance qui fait l'objet d'un remplacement par les membres du conseil de surveillance restants jusqu'à la prochaine assemblée générale d'actionnaires, appelée à statuer sur la nomination permanente d'un nouveau membre du conseil de surveillance en conformité avec les dispositions légales applicables.

30.2 Si le nombre total de membres du conseil de surveillance tombe en dessous de trois (3) ou en dessous d'un autre minimum fixé par les présents statuts, dans la mesure du possible, il devra être mis fin à une telle vacance sans délai, soit par l'assemblée générale des actionnaires, soit conformément à l'article 30.1.

Art. 3. Convocations des réunions du conseil de surveillance.

31.1 Le conseil de surveillance se réunit à la demande du président, de deux de ses membres ou par le directoire au moins une fois par an. Les réunions du conseil de surveillance doivent être tenues au siège social de la Société sauf indication contraire dans la convocation.

31.2 Une convocation écrite à toute réunion du conseil de surveillance doit être adressée à ses membres quarante-huit (48) heures au moins avant l'heure prévue pour la réunion, par courrier, par télécopie, courrier électronique ou tout autre moyen de communication, sauf en cas d'urgence, auquel cas la nature et les motifs de cette urgence devront être exposés dans la convocation. Cette convocation peut être omise si chaque membre du conseil de surveillance y consent. Aucune convocation préalable ne sera exigée pour toute réunion du directoire dont l'heure et l'endroit auront été déterminés dans une décision précédente adoptée par le conseil de surveillance.

31.3 Aucune convocation préalable n'est requise dans l'hypothèse où tous les membres du conseil de surveillance seraient présents ou représentés à une réunion du conseil de surveillance et renonceraient à toute formalité de convocation ou dans l'hypothèse où des décisions écrites auraient été approuvées et signées par tous les membres du conseil de surveillance.

Art. 32. Conduite des réunions du conseil de surveillance. Les dispositions de l'article 24 des présents statuts s'appliquent mutatis mutandis à la conduite des réunions du conseil de surveillance.

Art. 33. Procès-verbaux des réunions du conseil de surveillance.

33.1 Le secrétaire ou, à défaut de secrétaire, le président du conseil de surveillance, dresse le procès-verbal de toute réunion du conseil de surveillance qui doit être signé par le président et le secrétaire, le cas échéant. En son absence, le procès-verbal doit être signé conjointement par deux membres du conseil de surveillance.

33.2 Toute copie et tout extrait dudit procès-verbal destiné à être produire en justice ou remis à tout tiers doit être signé par le président du conseil de surveillance ou par deux membres du conseil de surveillance.

E. Audit et Surveillance de la société**Art. 34. Commissaire aux comptes.**

34.1 Les opérations de la Société feront l'objet d'une surveillance par un ou plusieurs commissaires aux comptes. L'assemblée générale des actionnaires désignera les commissaires aux comptes et déterminera la durée de leurs fonctions, qui ne pourra excéder six (6) ans.

34.2 Tout commissaire aux comptes peut être révoqué à tout moment, sans préavis et avec ou sans motif, par l'assemblée générale des actionnaires.

34.3 Les commissaires aux comptes ont un droit illimité de surveillance et de contrôle permanents sur toutes les opérations de la Société.

34.4 Si l'assemblée générale des actionnaires de la Société désigne un ou plusieurs réviseurs d'entreprises agréés conformément à l'article 69 de la loi du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises, telle que modifiée, l'obligation de nommer un (des) commissaire(s) aux comptes est supprimée.

34.5 Le réviseur d'entreprises agréé peut être révoqué par l'assemblée générale des actionnaires uniquement pour juste motif ou avec son accord.

F. Exercice social - Affectation des bénéfices - Acomptes sur dividendes

Art. 35. Exercice social. L'exercice social de la Société commence le premier janvier de chaque année et se termine le trente et un décembre de la même année.

Art. 36. Comptes annuels - Affectation des bénéfices.

36.1 Au terme de chaque exercice social, les comptes sont clôturés et le directoire dresse un inventaire de l'actif et du passif de la Société, le bilan et le compte de profits et pertes conformément à la Loi.

36.2 Sur les bénéfices annuels nets de la Société, cinq pour cent (5 %) au moins seront affectés à la réserve légale. Cette affectation cessera d'être obligatoire dès que et tant que le montant total de la réserve légale de la Société atteindra dix pour cent (10%) du capital social de la Société.

36.3 Les sommes apportées à une réserve de la Société par un actionnaire peuvent également être affectées à la réserve légale, si l'actionnaire apporteur y consent.

36.4 En cas de réduction du capital social, la réserve légale de la Société pourra être réduite en proportion afin qu'elle n'excède pas dix pour cent (10%) du capital social.

36.5 Sur proposition du directoire, l'assemblée générale des actionnaires décide de l'affectation du solde des bénéfices annuels nets de la Société conformément à la Loi et aux présents statuts.

36.6 Les distributions aux actionnaires seront effectuées en proportion du nombre d'actions qu'ils détiennent dans la Société.

Art. 37. Dividendes intérimaires - Prime d'émission et Primes assimilées.

37.1 Le directoire peut décider de distribuer des dividendes intérimaires dans le respect des conditions prévues par la Loi.

37.2 Toute prime d'émission, prime assimilée ou autre réserve distribuable peut être distribuée aux actionnaires au pro-rata de leurs paiements effectuées préalablement dans ces réserves sous réserve des dispositions de la Loi et des présents statuts.

G. Liquidation

Art. 38. Liquidation.

38.1 En cas de dissolution de la Société, conformément à l'article 3.2 des présents statuts, la liquidation sera effectuée par un ou plusieurs liquidateurs nommés par l'assemblée générale des actionnaires ayant décidé la dissolution de la Société et qui fixera les pouvoirs et émoluments de chacun des liquidateurs. Sauf disposition contraire, les liquidateurs disposeront des pouvoirs les plus étendus pour la réalisation de l'actif et du passif de la Société.

38.2 Le surplus résultant de la réalisation de l'actif et du passif sera réparti entre les actionnaires en proportion du nombre des actions qu'ils détiennent dans la Société.

Deuxième résolution

L'Assemblée Générale Extraordinaire a décidé à l'unanimité d'accorder pouvoir à tout membre du directoire de la Société et/ou à tout avocat de l'étude WILDGEN, Partners in Law, chacun agissant sous sa seule signature au nom et pour le compte de la Société, afin de prendre toute mesure et de signer tout document nécessaire ou accessoire relatifs aux résolutions à prendre sur base du présent Ordre du Jour.

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais et français, déclare par les présentes, qu'à la requête des parties comparantes le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une version française; à la requête de ces mêmes parties comparantes, et en cas de divergences entre le texte anglais et français, la version anglaise prévaudra.

DONT ACTE, le présent acte a été passé à Luxembourg, à la date indiquée en tête des présentes.

Après lecture du présent acte aux parties comparantes, agissant comme dit ci-avant, connues du notaire par noms, prénoms, état civil et domiciles, lesdites parties comparantes, ont signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: M. SCHMIDT, G. CAFIERO, F. MARCHAL, J.J. WAGNER.

Enregistré à Esch-sur-Alzette A.C., le 24 juillet 2013. Relation: EAC/2013/9812. Reçu soixante-quinze Euros (75.- EUR).

Le Releveur (signé): SANTIONI.

Référence de publication: 2013120483/1038.

(130146760) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 août 2013.

DH P Alpha S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: GBP 4.581.726,00.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 28, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 156.392.

In the year two thousand and thirteen, on the sixteenth day of the month of August.

Before Maître Cosita DELVAUX, notary residing in Redange-sur-Attert, Grand-Duchy of Luxembourg,

There appeared

DH P S.à r.l., a société à responsabilité limitée incorporated under the laws of Luxembourg, having its registered office at 28, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, registered with the Register of Trade and Companies of Luxembourg (the "RCS") under number B 156.487 (the "Sole Shareholder"), represented by Maître Toinon Hoss, maître en droit, professionally residing in Luxembourg, pursuant to a proxy dated 14 August 2013 (a copy of which shall remain attached to the present deed to be registered with it), being the Sole Shareholder of DH P Alpha S.à r.l. (the "Company"), a société à responsabilité limitée having its registered office in 28, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, registered with the RCS under number B 156.392, incorporated by deed of Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, on 25th October 2010 published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations ("Mémorial") of 2nd December 2010

number 2647, whose articles of association have been amended for the last time by deed of Me Hellinckx, prenamed, on 10 September 2012, published in the Mémorial number 2628 of 24th October 2012.

The proxyholder declared and requested the notary to record that:

(A) The sole shareholder holds all shares in issue in the Company so that a decision can validly be taken on the item of the agenda.

(B) The item on which a resolution is to be passed is as follows:

Agenda

1) Decision on the liquidation of the Company;

2) Appointment of Alter Domus Liquidation Services S.à.r.l. as liquidator and determination of the powers of the liquidator including, without limitation: granting the liquidator the fullest powers particularly those set forth in articles 144 and following of the law of 10th August 1915 on commercial companies; authorising the liquidator in advance to execute the acts and enter into the deeds set forth in article 145 of the same law without any special authorisation from the Sole Shareholder if such authorisation is required by law; dispensing the liquidator from drawing up an inventory; agreeing that the liquidator may refer to the books of the Company.

The above having been approved, the Sole Shareholder resolved as follows:

First resolution

The Sole Shareholder resolved to dissolve and to put the Company into liquidation.

Second resolution

The Sole Shareholder resolved to appoint as liquidator Alter Domus Liquidation Services S.à.r.l., ayant son siège social au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, RCS B142389.

The Sole Shareholder resolved to grant fullest powers, particularly those set forth in articles 144 and following of the law of 10th August, 1915 on commercial companies (as amended), to the liquidator.

The Sole Shareholder resolved to authorise the liquidator in advance to execute the acts and enter into the deeds set forth in article 145 of the same law without any special authorisation from the Sole Shareholder if such authorisation is required by law.

The Sole Shareholder resolved to dispense the liquidator from drawing up an inventory and agree that the liquidator may refer to the books of the Company.

The liquidator may delegate, under its responsibility, all or part of its powers to one or more proxies with respect to specific acts or deeds. The liquidator may bind the Company under its sole signature.

Nothing further being on the agenda, the decision of the Sole Shareholder was thereupon closed.

Whereof, the present notarial deed is drawn up in Luxembourg, on the day indicated at the beginning of this document.

The undersigned notary, who speaks and understands English, states that the present deed is worded in English followed by a French translation; at the request of the appearing person, the English text shall prevail in case of any discrepancy between the English and the French texts.

This document having been read to the appearing person, who is known to the notary, by its name, first name, civil status and residence, the said person signed together this original deed with us, the notary.

Traduction française du texte qui précède

L'an deux mille treize, le seizième jour du mois d'août.

Par-devant Maître Cosita DELVAUX, notaire de résidence à Redange-sur-Attert, Grand-Duché de Luxembourg,

a comparu

DH P Alpha S.à r.l., une société à responsabilité limitée constituée en vertu des lois du Luxembourg, ayant son siège social à 28, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg (le «RCS») sous le numéro B 156.487 Associé Unique)), représentée par Maître Toinon Hoss, maître en droit, demeurant professionnellement à Luxembourg, en vertu d'une procuration datée du 14 août 2013 (dont une copie restera annexée au présent acte afin d'être enregistrée avec celui-ci), étant l'Associé Unique de DH P Alpha S.à r.l. (la «Société»), une société à responsabilité limitée ayant son siège social au 28, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, immatriculée auprès du RCS sous le numéro B 156.392, constituée le 25 octobre 2010 suivant acte reçu de Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (le «Mémorial») numéro 2647 du 2 décembre 2010, dont les statuts ont été modifiés pour la dernière fois le 10 septembre 2012 suivant acte reçu de Maître Hellinckx, précité, publié au Mémorial du 24 octobre 2012 numéro 2628.

Le mandataire a déclaré et requis le notaire d'acter que:

(A) L'associé unique détient la totalité des parts sociales émises dans la Société de sorte qu'une décision peut être valablement prise sur le point porté à l'ordre du jour.

(B) Les points sur lesquels des résolutions doivent être adoptées sont les suivants:

119936

Ordre du jour

1) Décision concernant la liquidation de la Société;

2) Nomination d'Alter Domus Liquidation Services S.à r.l. en tant que liquidateur et détermination des pouvoirs du liquidateur, y compris et ce, de manière non limitative: l'attribution au liquidateur des pouvoirs les plus étendus, notamment ceux prévus aux articles 144 et suivants de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales; l'autorisation préalable au liquidateur d'accomplir et de conclure les actes prévus à l'article 145 de la même loi et ce, sans autorisation spéciale de l'Associé Unique si telle autorisation est requise par la loi; la dispense du liquidateur de dresser un inventaire; l'acceptation que le liquidateur puisse consulter les livres de la Société.

Après approbation de ce qui précède, l'Associé Unique a décidé ce qui suit:

Première résolution

L'Associé Unique a décidé de dissoudre la Société et de la mettre en liquidation.

Seconde résolution

L'Associé Unique a décidé de nommer Alter Domus Liquidation Services S.à r.l., ayant son siège social au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, RCS B142389, en tant que liquidateur.

L'Associé Unique a décidé de conférer les pouvoirs les plus étendus, notamment ceux prévus aux articles 144 et suivants de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, au liquidateur.

L'Associé Unique a décidé d'autoriser au préalable le liquidateur à accomplir et conclure les actes prévus à l'article 145 de la même loi et ce, sans autorisation spéciale de l'Associé Unique si telle autorisation est requise par la loi.

L'Associé Unique a décidé de dispenser le liquidateur de dresser un inventaire et d'accepter qu'il puisse consulter les livres de la Société. Le liquidateur peut, sous sa responsabilité, déléguer tout ou partie de ses pouvoirs à un ou plusieurs mandataire(s) concernant des actes spécifiques. Le liquidateur pourra engager la Société sous sa signature individuelle.

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour, la décision de l'Associé Unique a été clôturée.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Le notaire soussigné, qui parle et comprend l'anglais, déclare que le présent acte est rédigé en anglais et est suivi d'une traduction en langue française; à la demande de la personne comparante, la version anglaise fera foi en cas de divergences entre les versions anglaise et française.

Après lecture du présent document à la personne comparante, qui est connue du notaire par son nom, prénom, état civil et résidence, ladite personne a signé, avec nous, notaire, le présent acte original.

Signé: T. HOSS, C. DELVAUX.

Enregistré à Redange/Attert, le 19 août 2013. Relation: RED/2013/1380. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): T. KIRSCH.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux fins de dépôt au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg et aux fins de publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Redange-sur-Attert, le 22 août 2013.

Me Cosita DELVAUX.

Référence de publication: 2013120493/107.

(130145924) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 août 2013.

Askella Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2134 Luxembourg, 58, rue Charles Martel.

R.C.S. Luxembourg B 178.492.

Il résulte des transferts de parts sociales en date du 14 août 2013 que:

Pallister Holdings Limited ayant pour siège social 9 Columbus Centre, Pelican Drive, Road Town, Tortola, British Virgin Islands a transféré:

500 parts sociales sous forme nominative de 25 EUR chacune,

à Harbour International Ltd., N° d'immatriculation 272028 Registre Général des Iles Caïmans, ayant pour siège social Fourth Floor, One Capital Place, P.O. Box 847, Grand Cayman, KY1-1103, Cayman Islands.

Pour extrait conforme

Pour la société

Un mandataire

Référence de publication: 2013120334/17.

(130146767) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 août 2013.

Cidron Power LP S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 7A, rue Robert Stümper.

R.C.S. Luxembourg B 166.899.

—
DISSOLUTION

In the year two thousand and thirteen, on the thirty first day of July.

Before Us M^e Jean SECKLER, notary residing at Junglinster, (Grand-Duchy of Luxembourg), undersigned;

APPEARED:

Cidron Power Limited, a private company incorporated on February 3, 2012 under the Companies (Jersey) Law 1991, with registered office at 26, Esplanade, St Helier JE2 3QA, Jersey Channel Islands, filed under the Companies (Jersey) Law 1991 under the number 109998,

here represented by Mrs Laure SINESI, employee, residing professionally in Luxembourg, 121, Avenue de la Faïencerie, by virtue of a proxy given under private seal, such proxy having been signed "ne varietur" by the proxyholder and the notary, will remain attached to the present deed in order to be recorded with it.

This appearing party, acting as said before, declares and requests the notary to act:

1) That the private limited company ("société à responsabilité limitée") "Cidron Power LP S.à r.l.", (hereinafter referred to as the "Company"), with registered office in L-2557 Luxembourg, 7A, Rue Robert Stümper, registered with the Luxembourg Registry of Commerce and Companies under number B 166.899, has been incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg by a deed of Maître Martine SCHAEFFER, notary residing at Luxembourg, on the 7th of February 2012 published in the Mémorial C number 476 on the 23rd of February 2012.

2) That the subscribed capital of the Company is fixed fifty-seven thousand five hundred euro (EUR 57'500.-) divided into:

- One million two hundred fifty thousand (1'250'000) Ordinary Shares, all subscribed and fully paid up;
 - Five hundred thousand (500'000) Class A Preferred Shares, all subscribed and fully paid up;
 - Five hundred thousand (500'000) Class B Preferred Shares, all subscribed and fully paid up;
 - Five hundred thousand (500'000) Class C Preferred Shares, all subscribed and fully paid up;
 - Five hundred thousand (500'000) Class D Preferred Shares, all subscribed and fully paid up;
 - Five hundred thousand (500'000) Class E Preferred Shares, all subscribed and fully paid up;
 - Five hundred thousand (500'000) Class F Preferred Shares, all subscribed and fully paid up;
 - Five hundred thousand (500'000) Class G Preferred Shares, all subscribed and fully paid up;
 - Five hundred thousand (500'000) Class H Preferred Shares, all subscribed and fully paid up;
 - Five hundred thousand (500'000) Class I Preferred Shares, all subscribed and fully paid up;
- all with a nominal value of One Eurocent (EUR 0.01) per Share.

3) That the appearing party, represented as said before, is the holder of all the shares of the Company.

4) That the appearing party, represented as said before, has decided to dissolve and to liquidate the Company, which has discontinued all activities.

5) That the appearing party, represented as said before, appoints itself as liquidator of the Company; and in its capacity as liquidator of the Company has full powers to sign, execute and deliver any acts and any documents, to make any declaration and to do anything necessary or useful so to bring into effect the purposes of this deed.

6) That the appearing party, represented as said before, in its capacity as liquidator of the Company declares that it irrevocably undertakes to settle any presently known and unknown unpaid liabilities of the dissolved Company.

7) That the appearing party, represented as said before, declares that it takes over all the assets of the Company, and that it will assume any existing debt of the Company pursuant to point 6).

8) That the liquidation of the Company is to be construed as definitely terminated and liquidated.

9) That full and entire discharge is granted to the managers for the performance of their assignment.

10) That the shareholder's register and the shares of the dissolved Company are to be cancelled.

11) That the corporate documents of the dissolved Company shall be kept for the duration of five years at least at the former registered office in L-2557 Luxembourg, 7A, Rue Robert Stümper.

Costs

The amount, approximately at least, of costs, expenses, salaries or charges, in whatever form it may be, incurred or charged to the Company as a result of the present deed, is approximately nine hundred Euro.

Statement

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing party, the present deed is worded in English, followed by a French version; on request of the same appearing person and in case of divergences between the English and the French text, the English version will be prevailing.

WHEREOF the present notarial deed was drawn up at Junglinster, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the person appearing, known to the notary by her surname, Christian name, civil status and residence, the appearing person signed together with us, the notary, the present original deed.

Suit la version en langue française du texte qui précède:

L'an deux mille treize, le trente-et-un juillet,

Pardevant Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster (Grand-Duché de Luxembourg), soussigné;

A COMPARU:

Cidron Power Limited, une société privée constituée le 3 février 2012 selon la loi 1991 des sociétés (Jersey), ayant son siège social au 26, Esplanade, St Helier JE2 3QA, Jersey Channel Islands, inscrite auprès du «Companies (Jersey) Law 1991» sous le numéro 109998,

ici représentée par Madame Laure SINESI, employée, demeurant professionnellement à Luxembourg, 121, Avenue de la Faïencerie, en vertu d'une procuration sous seing privé lui délivrée, laquelle procuration, après avoir été signée "ne varietur" par le mandataire et le notaire, restera annexée au présent acte avec lequel elle sera enregistrée.

Laquelle comparante déclare et requiert, par sa mandataire, le notaire instrumentaire d'acter:

1) Que la société à responsabilité limitée " Cidron Power LP S.à r.l.", (ci-après nommée la "Société"), ayant son siège social à L-2557 Luxembourg, 7A, Rue Robert Stümper, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, sous le numéro 166.899, a été constituée suivant acte reçu par Maître Martine Schaeffer, notaire de résidence à Luxembourg, (Grand-Duché de Luxembourg) en date du 7 février 2012, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 476 du 23 février 2012.

2) Que le capital souscrit de la Société est fixé à cinquante-sept mille cinq cents euros (EUR 57500,-) divisé en:

- Un million deux cent cinquante mille (1'250'000) Parts Sociales Ordinaires, entièrement souscrites et intégralement libérées;

- Cinq cent mille (500'000) Parts Sociales Préférentielles de Classes A, entièrement souscrites et intégralement libérées;

- Cinq cent mille (500'000) Parts Sociales Préférentielles de Classes B, entièrement souscrites et intégralement libérées;

- Cinq cent mille (500'000) Parts Sociales Préférentielles de Classes C, entièrement souscrites et intégralement libérées;

- Cinq cent mille (500'000) Parts Sociales Préférentielles de Classes D, entièrement souscrites et intégralement libérées;

- Cinq cent mille (500'000) Parts Sociales Préférentielles de Classes E, entièrement souscrites et intégralement libérées;

- Cinq cent mille (500'000) Parts Sociales Préférentielles de Classes F, entièrement souscrites et intégralement libérées;

- Cinq cent mille (500'000) Parts Sociales Préférentielles de Classes G, entièrement souscrites et intégralement libérées;

- Cinq cent mille (500'000) Parts Sociales Préférentielles de Classes H, entièrement souscrites et intégralement libérées;

- Cinq cent mille (500'000) Parts Sociales Préférentielles de Classes I, entièrement souscrites et intégralement libérées;

Chacune d'une valeur nominale d'un eurocentime (EUR 0,01) par Part Sociale.

3) Que la comparante, représentée comme dit ci-avant, est l'associée unique de la Société.

4) Que la comparante, représentée comme dit ci-avant, a décidé de dissoudre et de liquider la Société, qui a interrompu ses activités.

5) Que la comparante, représentée comme dit ci-avant, se désigne comme liquidateur de la Société et aura pleins pouvoirs d'établir, de signer, d'exécuter et de délivrer tous actes et documents, de faire toute déclaration et de faire tout ce qui est nécessaire ou utile pour mettre en exécution les dispositions du présent acte.

6) Que la comparante, représentée comme dit ci-avant, déclare de manière irrévocable reprendre tout le passif présent et futur de la Société dissoute.

7) Que la comparante, représentée comme dit ci-avant, déclare qu'elle reprend tout l'actif de la Société et qu'elle s'engagera à régler tout le passif de la Société indiqué à la section 6.

8) Que la liquidation de la Société est à considérer comme définitivement close.

9) Que décharge pleine et entière est donnée aux gérants pour l'exécution de leurs mandats.

10) Qu'il sera procédé à l'annulation du registre des associés de la Société dissoute.

11) Que les livres et documents de la Société dissoute seront conservés pendant cinq ans au moins à l'ancien siège social à L-2557 Luxembourg, 7A, Rue Robert Stümper.

Frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société, ou qui sont mis à sa charge à raison des présentes, s'élève approximativement à la somme de neuf cents euros.

119939

Constatation

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate par les présentes qu'à la requête de la personne comparante le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une version française; à la requête de cette même personne et en cas de divergence entre le texte anglais et français, la version anglaise fera foi.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire, connue du notaire par nom, prénom usuel, état et demeure, elle a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: Laure SINESI, Jean SECKLER.

Enregistré à Grevenmacher, le 7 août 2013. Relation GRE/2013/3254. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

Référence de publication: 2013120436/118.

(130146653) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 août 2013.

FPServices S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8287 Kehlen, 25-27, Zone Industrielle.

R.C.S. Luxembourg B 86.654.

L'an deux mille treize.

Le neuf août.

Par-devant Maître Henri BECK, notaire de résidence à Echternach (Grand-Duché de Luxembourg).

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme FP SERVICES S.A., avec siège social à L-8287 Kehlen, 25-27, Zone Industrielle Kehlen, inscrite au registre de commerce et des sociétés à Luxembourg sous le numéro B 86.654 (NIN 2002 2207 122),

constituée suivant acte reçu par le notaire André SCHWACHTGEN, alors de résidence à Luxembourg, en date du 28 mars 2002, publié au Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations numéro 960 du 24 juin 2002, et dont les statuts ont été modifiés comme suit:

- suivant acte reçu par le notaire Martine SCHAEFFER, de résidence à Luxembourg, en date du 20 août 2009, publié au Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations numéro 1890 du 29 septembre 2009;

- suivant acte reçu par le notaire instrumentant en date du 27 avril 2012, publié au Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations numéro 1461 du 12 juin 2012;

au capital social de trente-et-un mille Euros (€ 31.000.-), représenté par trois cent dix (310) actions d'une valeur nominale de cent Euros (€ 100.-) chacune, entièrement libérées.

L'assemblée est présidée par Monsieur Steve KIEFFER, expert-comptable, demeurant professionnellement à L-2530 Luxembourg, 4, rue Henri Schnadt,

et qui désigne comme secrétaire Monsieur Max FUNCK, employé privé, demeurant professionnellement à L-2530 Luxembourg, 4, rue Henri Schnadt.

L'assemblée choisit comme scrutateur Monsieur Jean-Paul FRANK, expert-comptable, demeurant professionnellement à L-2530 Luxembourg, 4, rue Henri Schnadt.

Le bureau étant ainsi constitué Monsieur le Président expose et prie le notaire d'acter ce qui suit:

I. L'ordre du jour est conçu comme suit:

1.- Modification de l'objet social afin de lui donner la teneur suivante:

"La Société a pour objet la réalisation, la production, l'achat et la vente de films ainsi que tous services relatifs à la production d'oeuvres audiovisuelles.

La société a par ailleurs pour objet l'exploitation d'une ou de plusieurs agences de distribution d'articles, de nouvelles et d'informations pour la télévision, le cinéma, les conférences, la radio et la presse et de tout autre moyen de publication, soit dans le Grand-Duché de Luxembourg soit à l'étranger et de façon générale, au Grand-Duché et à l'étranger, tous actes, transactions ou opérations commerciales, industrielles, financières, mobilières directes ou par courtage, se rattachant directement ou indirectement en tout ou en partie à son objet social.

La société peut emprunter sous toutes les formes et procéder à l'émission d'obligations.

Elle peut accorder aux sociétés, dans lesquelles elle a une participation directe ou indirecte, toutes sortes d'aides, de prêts, d'avances et de garanties."

2.- Révocation de Madame Véronique FAUCONNET et de Monsieur Jésus GONZALES en tant qu'administrateurs de la société.

3.- Acceptation de la démission de Monsieur Nicolas STEIL en tant qu'administrateur-délégué avec décharge pour l'exécution de son mandat.

4.- Refonte complète des statuts afin de prévoir la possibilité d'avoir un actionnaire unique.

5.- Nomination de l'administrateur Monsieur Nicolas STEIL en tant qu'administrateur unique de la société.

II. Il a été établi une liste de présence renseignant les actionnaires présents et représentés ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent, laquelle liste après avoir été signée par les comparants et signée ne varietur par le notaire instrumentant restera annexée au présent acte pour être formalisée avec lui.

III. Il résulte de cette liste de présence que tous les actionnaires sont présents ou représentés à l'assemblée. Dès lors l'assemblée est régulièrement constituée et peut valablement délibérer, sur l'ordre du jour dont les actionnaires ont pris connaissance avant la présente assemblée.

IV. Après délibération l'assemblée prend à l'unanimité les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée générale décide de modifier l'objet social de la société afin de lui donner la teneur suivante:

"La Société a pour objet la réalisation, la production, l'achat et la vente de films ainsi que tous services relatifs à la production d'oeuvres audiovisuelles.

La société a par ailleurs pour objet l'exploitation d'une ou de plusieurs agences de distribution d'articles, de nouvelles et d'informations pour la télévision, le cinéma, les conférences, la radio et la presse et de tout autre moyen de publication, soit dans le Grand-Duché de Luxembourg soit à l'étranger et de façon générale, au Grand-Duché et à l'étranger, tous actes, transactions ou opérations commerciales, industrielles, financières, mobilières directes ou par courtage, se rattachant directement ou indirectement en tout ou en partie à son objet social.

La société peut emprunter sous toutes les formes et procéder à l'émission d'obligations.

Elle peut accorder aux sociétés, dans lesquelles elle a une participation directe ou indirecte, toutes sortes d'aides, de prêts, d'avances et de garanties."

Deuxième résolution

L'assemblée générale décide de révoquer Madame Véronique FAUCONNET et Monsieur Jésus GONZALES en tant qu'administrateurs de la société.

Troisième résolution

L'assemblée générale décide d'accepter la démission de Monsieur Nicolas STEIL en tant qu'administrateur-délégué et lui accorde décharge pour l'exécution de son mandat

Quatrième résolution

L'assemblée générale décide de procéder à une refonte complète des statuts, afin de prévoir la possibilité d'avoir un actionnaire unique, et qui seront de la teneur suivante:

Dénomination - Siège - Durée - Objet

Art. 1^{er}. Il existe une société anonyme sous la dénomination de FPSERVICES S.A..

Art. 2. Le siège de la société est établi à Kehlen.

Le siège social pourra être transféré dans toute autre localité du Grand-Duché de Luxembourg, au moyen d'une résolution de l'actionnaire unique ou en cas de pluralité d'actionnaires, au moyen d'une résolution de l'assemblée générale des actionnaires.

Le conseil d'administration respectivement l'administrateur unique aura le droit d'instituer des bureaux, centres administratifs, agences et succursales partout, selon qu'il appartiendra, aussi bien dans le Grand-Duché qu'à l'étranger.

Art. 3. La société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 4. La Société a pour objet la réalisation, la production, l'achat et la vente de films ainsi que tous services relatifs à la production d'oeuvres audiovisuelles.

La société a par ailleurs pour objet l'exploitation d'une ou de plusieurs agences de distribution d'articles, de nouvelles et d'informations pour la télévision, le cinéma, les conférences, la radio et la presse et de tout autre moyen de publication, soit dans le Grand-Duché de Luxembourg soit à l'étranger et de façon générale, au Grand-Duché et à l'étranger, tous actes, transactions ou opérations commerciales, industrielles, financières, mobilières directes ou par courtage, se rattachant directement ou indirectement en tout ou en partie à son objet social.

La société peut emprunter sous toutes les formes et procéder à l'émission d'obligations.

Elle peut accorder aux sociétés, dans lesquelles elle a une participation directe ou indirecte, toutes sortes d'aides, de prêts, d'avances et de garanties.

Capital - Actions

Art. 5. Le capital social est fixé à TRENTE-ET-UN MILLE EUROS (€ 31.000.-), représenté par trois cent dix (310) actions d'une valeur nominale de CENT EUROS (€ 100.-) par action.

Art. 6. Les actions de la société sont nominatives ou au porteur, ou en partie dans l'une ou l'autre forme, aux choix des actionnaires, sauf dispositions de la loi.

Des certificats constatant ces inscriptions seront délivrés d'un registre à souches et signés par deux administrateurs respectivement par l'administrateur unique.

Le capital émis de la Société peut être augmenté ou réduit, en une ou en plusieurs fois, par une décision de l'assemblée générale des actionnaires adoptée aux conditions de quorum et de majorité exigées par ces Statuts ou, selon le cas, par la Loi pour toute modification des Statuts.

La Société peut procéder au rachat de ses propres actions, sous les conditions prévues par la Loi.

Art. 7. La société ne reconnaît qu'un propriétaire par action.

S'il y a plusieurs propriétaires par action, la société aura le droit de suspendre l'exercice de tous les droits y attachés jusqu'à ce qu'une seule personne ait été désignée comme étant à son égard propriétaire. Il en sera de même dans le cas d'un conflit opposant l'usufruitier et le nu-propriétaire ou un débiteur et un créancier gagiste.

Administration - Surveillance

Art. 8. En cas de pluralité d'actionnaires, la société doit être administrée par un conseil d'administration composé de trois membres au moins, actionnaires ou non.

Si la société est établie par un actionnaire unique ou si à l'occasion d'une assemblée générale des actionnaires, il est constaté que la société a seulement un actionnaire restant, la composition du conseil d'administration peut être limitée à un membre, jusqu'à l'assemblée générale ordinaire suivant la constatation de plus d'un actionnaire.

Les administrateurs ou l'administrateur unique seront élus par l'assemblée des actionnaires pour un terme qui ne peut excéder six ans et toujours révocables par elle.

Les administrateurs sortants peuvent être réélus.

Le conseil d'administration peut élire parmi ses membres un président et s'il en décide ainsi, un ou plusieurs vice-présidents du conseil d'administration. Le premier président sera désigné par l'assemblée générale. En cas d'absence du président, les réunions du conseil d'administration sont présidées par un administrateur présent désigné à cet effet.

Art. 9. Le conseil d'administration se réunit sur la convocation du président du conseil ou de deux de ses membres.

Les administrateurs seront convoqués séparément à chaque réunion du conseil d'administration. Sauf le cas d'urgence qui doit être spécifié dans la convocation, celle-ci sera notifiée au moins quinze jours avant la date fixée pour la réunion.

Le conseil se réunit valablement sans convocation préalable au cas où tous les administrateurs sont présents ou valablement représentés.

Les réunions du conseil d'administration se tiennent au lieu et à la date indiquée dans la convocation.

Le conseil d'administration ne peut valablement délibérer et statuer que si la majorité de ses membres est présente ou valablement représentée. La présence peut également être assurée par téléphone ou vidéo conférence.

Tout administrateur empêché peut donner par écrit délégation à un autre membre du conseil pour le représenter et pour voter en son lieu et place.

Les résolutions du conseil seront prises à la majorité absolue des votants. En cas de partage, la voix de celui qui préside la réunion sera prépondérante.

Les résolutions signées par tous les administrateurs seront aussi valables et efficaces que si elles avaient été prises lors d'un conseil dûment convoqué et tenu. De telles signatures peuvent apparaître sur un document unique ou sur des copies multiples d'une résolution identique et peuvent être révélées par lettres, télégrammes ou fax.

Un administrateur, ayant des intérêts personnels opposés à ceux de la société dans une affaire soumise à l'approbation du conseil, sera obligé d'en informer le conseil et de se faire donner acte de cette déclaration dans le procès-verbal de la réunion. Il ne peut prendre part aux délibérations afférentes du conseil.

Lors de la prochaine assemblée générale des actionnaires, avant de procéder au vote de toute autre question, les actionnaires seront informés des matières où un administrateur a un intérêt personnel opposé à celui de la société.

Au cas où un membre du conseil d'administration a dû s'abstenir pour intérêt opposé, les résolutions prises à la majorité des membres du conseil présents ou représentés à la réunion et qui votent, seront tenues pour valables.

Lorsque la société comprend un associé unique, il est seulement fait mention dans un procès-verbal des opérations intervenues entre la société et son administrateur ayant eu un intérêt opposé à celui de la société.

Art. 10. Les décisions du conseil d'administration seront constatées par des procès-verbaux, qui seront insérés dans un registre spécial et signés par au moins un administrateur.

Les copies ou extraits de ces minutes doivent être signées par le président du conseil d'administration ou par deux administrateurs ou l'administrateur unique.

Art. 11. Le conseil d'administration ou l'administrateur unique sont investis des pouvoirs les plus étendus pour accomplir tous les actes de disposition et d'administration dans l'intérêt de la société.

Tous les pouvoirs qui ne sont pas expressément réservés par la loi du 10 août 1915, telle que modifiée ou par les statuts de la société à l'assemblée générale, seront de la compétence du conseil d'administration ou de l'administrateur unique.

Art. 12. Le conseil d'administration peut déléguer des pouvoirs à un ou plusieurs de ses membres. Le conseil d'administration ou l'administrateur unique peut désigner des mandataires ayant des pouvoirs définis et les révoquer en tout temps. Le conseil d'administration peut également déléguer la gestion journalière de la société à un de ses membres, qui portera le titre d'administrateur-délégué.

Art. 13. Le conseil d'administration ou l'administrateur unique représente la société en justice, soit en demandant soit en défendant.

Les exploits pour ou contre la société sont valablement faits au nom de la société seule.

Art. 14. Vis-à-vis des tiers la société est engagée en toutes circonstances comme suit:

- en cas d'administrateur unique, par la signature individuelle de cet administrateur,
- en cas de pluralité d'administrateurs, par la signature conjointe de deux administrateurs dont obligatoirement celle du délégué à la gestion journalière (administrateur-délégué) si un tel était nommé, ou encore
- par la signature individuelle du délégué à la gestion journalière (administrateur-délégué) dans les limites de ses pouvoirs, ou
- par la signature individuelle ou conjointe d'un ou de plusieurs mandataires dûment autorisés par le conseil d'administration.

Art. 15. La surveillance des opérations de la société sera confiée à un ou plusieurs commissaires, actionnaires ou non, nommés par l'assemblée générale ou l'actionnaire unique, qui fixe le nombre, leurs émoluments et la durée de leurs mandats, laquelle ne peut pas dépasser six ans.

Tout commissaire sortant est rééligible.

Assemblées

Art. 16. S'il y a seulement un actionnaire, l'actionnaire unique assure tous les pouvoirs conférés à l'assemblée des actionnaires et prend les décisions par écrit.

En cas de pluralité d'actionnaires, l'assemblée générale des actionnaires représente tous les actionnaires de la société.

Elle a les pouvoirs les plus étendus pour décider des affaires sociales. Les convocations se font dans les formes et délais prévus par la loi.

Art. 17. L'assemblée générale annuelle se réunit dans la commune du siège social, à l'endroit indiqué dans la convocation, le deuxième jeudi du mois de mai à 14.00 heures.

Si la date de l'assemblée tombe sur un jour férié, elle se réunit le premier jour ouvrable qui suit.

Art. 18. Une assemblée générale extraordinaire peut être convoquée par le conseil d'administration respectivement par l'administrateur unique ou le commissaire aux comptes. Elle doit être convoquée sur la demande écrite d'actionnaires représentant dix pour cent (10%) du capital social.

Art. 19. Chaque action donne droit à une voix.

La société ne reconnaît qu'un propriétaire par action. Si une action de la société est détenue par plusieurs propriétaires en propriété indivise, la société aura le droit de suspendre l'exercice de tous les droits y attachés jusqu'à ce qu'une seule personne ait été désignée comme étant à son égard propriétaire.

Année sociale - Répartition des Bénéfices

Art. 20. L'année sociale commence le premier janvier et se termine le trente-et-un décembre de chaque année.

Le conseil d'administration ou l'administrateur unique établit les comptes annuels tels que prévus par la loi.

Il remet ces pièces avec un rapport sur les opérations de la société un mois au moins avant l'assemblée générale ordinaire au(x) commissaire(s).

Art. 21. Sur le bénéfice net de l'exercice, il est prélevé cinq pour cent (5%) au moins pour la formation du fonds de réserve légale; ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve aura atteint dix pour cent (10%) du capital social.

Le solde est à la disposition de l'assemblée générale.

Le conseil d'administration ou l'administrateur unique pourra verser des acomptes sur dividendes sous l'observation des règles y relatives.

Dissolution - Liquidation

Art. 22. La société peut en tout temps être dissoute par décision de l'assemblée générale ou de l'associé unique.

Lors de la dissolution de la société, la liquidation s'opérera par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs, personnes physiques ou morales, nommés par l'Assemblée Générale ou par l'associé unique qui déterminera leurs pouvoirs et leurs émoluments.

Disposition générale

Art. 23. La loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales et ses modifications ultérieures trouveront leur application partout où il n'y a pas été dérogé par les présents statuts.

Cinquième résolution

L'assemblée générale décide de nommer l'administrateur Monsieur Nicolas STEIL, producteur de films, né à Luxembourg, le 2 janvier 1961, demeurant à L-8084 Bertrange, 4, rue de la Pétrusse, en tant qu'administrateur unique de la société, son mandat expirant à l'assemblée générale de 2018,

lequel aura tous pouvoirs pour engager la société par sa seule signature,

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour Monsieur le Président lève la séance.

DONT PROCES-VERBAL, fait et passé à Echternach, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite aux comparants de tout ce qui précède, ces derniers, tous connus du notaire instrumentant par noms, prénoms, états et demeures, ont signé avec le notaire le présent procès-verbal.

Signé: S. KIEFFER, M. FUNCK, J.-P. FRANK, Henri BECK.

Enregistré à Echternach, le 14 août 2013. Relation: ECH/2013/1537. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): J.-M. MINY.

POUR EXPEDITION CONFORME délivrée à demande, aux fins de dépôt au registre de commerce et des sociétés.

Echternach, le 21 août 2013.

Référence de publication: 2013120559/222.

(130146450) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 août 2013.

Cogeco Cable Luxembourg Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 194.945.200,00.

Siège social: L-5365 Munsbach, 6C, rue Gabriel Lippmann.

R.C.S. Luxembourg B 118.702.

In the year two thousand and thirteen, on the twelfth day of August,

Before Maître Jean SECKLER, civil law notary residing in Junglinster, Grand-Duchy of Luxembourg, undersigned.

Is held an extraordinary general meeting of the sole shareholder of Cogeco Cable Luxembourg Holding S.à r.l., a société à responsabilité limitée (private limited liability company) duly incorporated and validly existing under the laws of the Grand-Duchy of Luxembourg, with registered office at 6C, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach, with a share capital of EUR 194,945,200 and registered with the Registre de Commerce et des Sociétés Luxembourg (Trade and Companies Register) under number B 118.702 (the "Company").

There appeared

Cogeco Cable Canada Inc., a company duly incorporated and validly existing under the laws of Canada, having its registered office at 5, Place Ville Marie, Suite 1700, H3B OB3 Montréal, Canada, registered with the Director, Canada Business Corporations under number 4383028 (the "Sole Shareholder");

Here represented by Mr Max MAYER, employee, residing professionally in Junglinster, 3, route de Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, by virtue of a power of attorney.

The said power of attorney, initialed ne varietur shall remain annexed to the present deed for the purpose of registration.

The 1,949,452 shares representing the whole share capital of the Company are represented so that the meeting can validly decide on all the items of the agenda of which the Sole Shareholder has been duly informed.

The Sole Shareholder through its proxy holder requests the notary to enact that the agenda of the meeting is the following:

Agenda

1. Decision to dissolve the Company and to put the Company into liquidation;
2. Granting full discharge to the managers for the performance of their duties under their mandates;
3. Appointment of Cogeco Cable Canada Inc. as liquidator of the Company; and

4. Decision to grant the liquidator with the broadest powers to carry out the liquidation and perform all operations in accordance with articles 144 and seq. of the law of August 10th, 1915 concerning commercial companies, as amended from time to time, without any prior specific authorization of the sole shareholder; and

5. Miscellaneous.

After the foregoing was approved by the Sole Shareholder, the following resolutions have been taken:

First resolution

The Sole Shareholder resolved to dissolve the Company with immediate effect and to put the Company into liquidation.

Second resolution

The Sole Shareholder resolved to give full discharge to the managers of the Company for the performance of their duties under their mandates that expire today.

Third resolution

The Sole Shareholder resolved to appoint the Sole Shareholder as liquidator.

Fourth resolution

The Sole Shareholder resolved to grant the liquidator with the broadest powers to carry out the liquidation and perform all operations in accordance with articles 144 and seq. of the law of August 10th, 1915 concerning commercial companies, as amended from time to time, without any prior specific authorization of the Sole Shareholder and under its sole signature, which validly bind the Company, notably borrow money to pay the debts of the Company, mortgage and pledge the assets of the Company and dispose of the properties of the Company.

The liquidator is dispensed to draw up an inventory and it may refer to the books of the Company.

There being no further business before the meeting, the same was thereupon adjourned.

Costs

The costs, expenses, fees and charges, in whatsoever form, which are to be borne by the Company or which shall be charged to it have been estimated at about EUR 2,050.-

The undersigned notary who understands and speaks English states herewith that on request of the above appearing persons, the present deed is worded in English followed by a French translation. On request of the same appearing persons and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will prevail.

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Junglinster, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the attorney of the appearing person, he signed together with us, the notary, the present original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède

L'an deux mille treize, le douzième jour d'août,

Par-devant Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster, Grand-Duché de Luxembourg, soussigné.

Se réunit une assemblée générale extraordinaire de l'associé unique de la société Cogeco Cable Luxembourg Holding S.à r.l., une société à responsabilité limitée dûment constituée et existant valablement en vertu des lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 6C, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach, Grand-Duché de Luxembourg, ayant un capital social de 194.945.200 EUR et immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 118.702 (la «Société»).

A comparu

Cogeco Cable Canada Inc., une société existant valablement en vertu des lois du Canada, ayant son siège social au 5 Place Ville Marie, Suite 1700, H3B 0B3 Montréal, Canada et immatriculée auprès du «Director, Canada Business Corporations» sous le numéro 4383028 Associé Unique»;

ici représentée par Monsieur Max Mayer, employé, résidant professionnellement à Junglinster, 3, route de Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en vertu d'une procuration sous seing privé.

Ladite procuration, après avoir été signée ne varietur, restera annexée au présent acte aux fins d'enregistrement.

Les 1.949.452 parts sociales représentant l'intégralité du capital social de la Société sont représentées à la présente assemblée générale extraordinaire, de sorte que l'assemblée peut décider valablement sur tous les points portés à l'ordre du jour, dont l'Associé Unique a été préalablement informé.

L'Associé Unique représenté par son mandataire prie le notaire d'acter que l'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

Ordre du jour:

1. Décision de dissoudre la Société et de procéder à la liquidation de la Société
2. Décharge donnée aux gérants de la Société pour l'exercice de leurs fonctions;

3. Nomination de Cogeco Cable Canada Inc. en qualité de liquidateur de la Société;

4. Décision d'accorder au liquidateur les pouvoirs les plus étendus pour procéder à la liquidation et effectuer toutes opérations conformément aux articles 144 et suivants de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée, sans aucune autorisation préalable spécifique de l'Associé Unique, et

5. Divers

Après que l'agenda a été approuvé par l'Associé Unique, les résolutions suivantes ont été prises:

Première résolution

L'Associé Unique a décidé de dissoudre la Société avec effet immédiat et de procéder à la liquidation de la Société.

Deuxième résolution

L'Associé Unique a décidé d'accorder décharge pleine et entière aux gérants de la Société pour l'exercice de leurs mandats qui prennent fin ce jour.

Troisième résolution

L'Associé Unique a décidé de nommer l'Associé Unique en qualité de liquidateur.

Quatrième résolution

L'Associé Unique a décidé d'accorder au liquidateur les pouvoirs les plus étendus en vue de procéder à la liquidation et d'effectuer toutes opérations conformément aux articles 144 et suivants de la loi sur les sociétés commerciales du 10 août 1915 telle que modifiée, sans aucune autorisation préalable spécifique de l'Associé Unique et sa signature individuelle engage la Société, notamment pour emprunter pour payer les dettes sociales, hypothéquer les biens de la Société ou les donner en gage et aliéner les immeubles de la Société.

Le liquidateur est dispensé d'établir un inventaire et peut se référer aux livres de la Société.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Estimation des frais

Le montant des frais, dépenses, honoraires ou charges, sous quelque forme que ce soit qui incombent à la Société ou qui doivent être mis à sa charge en raison du présent acte, s'élève à environ 2.050,- EUR.

Le notaire instrumentant qui comprend et parle anglais acte par la présente qu'à la demande des comparants agissant par l'intermédiaire de leur mandataire, le présent acte est rédigé en anglais suivi par une traduction française, et qu'en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise prévaudra.

DONT ACTE, passé à Junglinster, le jour, mois et an qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite au mandataire des personnes comparantes, il a signé avec nous, notaire, le présent acte.

Signé: Max MAYER, Jean SECKLER.

Enregistré à Grevenmacher, le 20 août 2013. Relation GRE/2013/.3466. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

POUR EXPEDITION CONFORME.

Référence de publication: 2013120440/115.

(130146530) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 août 2013.

DH P S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 4.512.940,00.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 28, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 156.487.

In the year two thousand and thirteen, on the sixteenth day of August,

Before Maître Cosita DELVAUX, notary residing in Redange-sur-Attert,

There appeared:

DHC Luxembourg V S.à.r.l., a société à responsabilité limitée incorporated under the laws of Luxembourg, having its registered office at 28, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, registered with the Register of Trade and Companies of Luxembourg (the "RCS") under number B 123.613 (the "Sole Shareholder"), represented by Maître Toinon Hoss, maître en droit, professionally residing in Luxembourg, pursuant to a proxy dated 14 August 2013 (a copy of which shall remain attached to the present deed to be registered with it), being the Sole Shareholder of DH P S.à r.l. (the "Company"), a société à responsabilité limitée having its registered office in 28, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, registered with the RCS under number B 156.487, incorporated by deed of Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, on 25 October 2010 published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations ("Mémorial") of 7 December 2010 number 2680, whose articles of association have been amended for the last time on 9th August 2013 by deed of the

undersigned notary, not yet published in the Mémorial. The proxyholder declared and requested the notary to record that:

1. The Sole Shareholder holds all four million five hundred twelve thousand nine hundred forty (4,512,940) shares in issue, so that decisions can validly be taken on all items of the agenda.
2. The items on which resolutions are to be passed are as follows:

Agenda

- 1) Decision on the liquidation of the Company;
- 2) Appointment of Alter Domus Liquidation Services S.à r.l. as liquidator and determination of the powers of the liquidator including, without limitation: granting the liquidator the fullest powers particularly those set forth in articles 144 and following of the law of 10th August 1915 on commercial companies; authorising the liquidator in advance to execute the acts and enter into the deeds set forth in article 145 of the same law without any special authorisation from the Sole Shareholder if such authorisation is required by law; dispensing the liquidator from drawing up an inventory, agreeing that the liquidator may refer to the books of the Company.

The above having been approved, the Sole Shareholder resolved as follows:

First resolution

The Sole Shareholder resolved to dissolve and to put the Company into liquidation.

Second resolution

The Sole Shareholder resolved to appoint as liquidator Alter Domus Liquidation Services S.a r.l., registered at 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, RCS B142389.

The Sole Shareholder resolved to grant fullest powers, particularly those set forth in articles 144 and following of the law of 10th August, 1915 on commercial companies (as amended), to the liquidator.

The Sole Shareholder resolved to authorise the liquidator in advance to execute the acts and enter into the deeds set forth in article 145 of the same law without any special authorisation from the Sole Shareholder if such authorisation is required by law.

The Sole Shareholder resolved to dispense the liquidator from drawing up an inventory and it may refer to the books of the Company. The liquidator may delegate, under its responsibility, all or part of its powers to one or more proxies with respect to specific acts or deeds. The liquidator may bind the Company under its sole signature.

Whereof, the present notarial deed is drawn up in Luxembourg on the day indicated at the beginning of this document.

The undersigned notary, who speaks and understands English, states that the present deed is worded in English followed by a French translation; at the request of the appearing persons, the English text shall prevail in case of any discrepancy between the English and the French texts.

This document having been read to the appearing persons, all of whom are known to the notary, by their respective names, first names, civil status and residences, the said persons signed together this original deed with us, the notary.

Suit la traduction française du texte qui précède

L'an deux mille treize, le seizième jour du mois d'août,
par-devant Maître Cosita DELVAUX, notaire de résidence à Redange-sur-Attert,

A comparu:

DHC Luxembourg V S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 28, Boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg (le «RCS») sous le numéro B 123.613 Associé Unique)), représentée par Maître Toinon Hoss, maître en droit, demeurant professionnellement à Luxembourg, en vertu d'une procuration datée du 14 août 2013 (dont une copie restera annexée au présent acte afin d'être enregistrée avec celui-ci), étant l'Associé Unique de DH P S.à r.l. (la «Société»), une société à responsabilité limitée ayant son siège social au 28, Boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, immatriculée auprès du RCS sous le numéro B 156.487, constituée le 25 octobre 2010 suivant acte reçu de Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (le «Mémorial») du 7 décembre 2010, numéro 2680, et dont les statuts ont été modifiés pour la dernière fois le 9 août 2013 suivant acte reçu du notaire soussigné, non encore publié au Mémorial.

Le mandataire a déclaré et requis le notaire d'acter que:

1. L'Associé Unique détient la totalité des quatre millions cinq cent douze mille neuf cent quarante (4.512.940) parts sociales émises, de sorte que des décisions peuvent être prises valablement sur l'ensemble des points portés à l'ordre du jour.
2. Les points sur lesquels des résolutions doivent être adoptées sont les suivants:

Ordre du jour

1) Décision concernant la liquidation de la Société;

2) Nomination d'Alter Domus Liquidation Services S.à r.l. en tant que liquidateur et détermination des pouvoirs du liquidateur, y compris et ce, de manière non limitative: l'attribution au liquidateur des pouvoirs les plus étendus, notamment ceux prévus aux articles 144 et suivants de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales; l'autorisation préalable au liquidateur d'accomplir et de conclure les actes prévus à l'article 145 de la même loi et ce, sans autorisation spéciale de l'Associé Unique si telle autorisation est requise par la loi; la dispense du liquidateur de dresser un inventaire, l'acceptation que le liquidateur puisse consulter les livres de la Société.

Après approbation de ce qui précède, l'Associé Unique a décidé ce qui suit:

Première résolution

L'Associé Unique a décidé de dissoudre la Société et de la mettre en liquidation.

Seconde résolution

L'Associé Unique a décidé de nommer Alter Domus Liquidation Services S.à r.l., ayant son siège social au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, RCS B142389, en tant que liquidateur.

L'Associé Unique a décidé de conférer les pouvoirs les plus étendus, notamment ceux prévus aux articles 144 et suivants de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, au liquidateur. L'Associé Unique a décidé d'autoriser au préalable le liquidateur à accomplir et conclure les actes prévus à l'article 145 de la même loi et ce, sans autorisation spéciale de l'Associé Unique si telle autorisation est requise par la loi.

L'Associé Unique a décidé de dispenser le liquidateur de dresser un inventaire et d'accepter qu'il puisse consulter les livres de la Société. Le liquidateur peut, sous sa responsabilité, déléguer tout ou partie de ses pouvoirs à un ou plusieurs mandataire(s) concernant des actes spécifiques. Le liquidateur pourra engager la Société sous sa signature individuelle.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Le notaire soussigné, qui parle et comprend l'anglais, déclare que le présent acte est rédigé en anglais et est suivi d'une traduction en langue française; à la demande des personnes comparantes, la version anglaise fera foi en cas de divergences entre les versions anglaise et française.

Après lecture du document aux personnes comparantes, toutes connues du notaire par leurs noms, prénoms, états civils et résidences respectifs, lesdites personnes ont signé avec nous, notaire, le présent acte original.

Signé: T. HOSS, C. DELVAUX.

Enregistré à Redange/Attert, le 19 août 2013. Relation: RED/2013/1381. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): T. KIRSCH.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux fins de dépôt au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg et aux fins de publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Redange-sur-Attert, le 23 août 2013.

Me Cosita DELVAUX.

Référence de publication: 2013120494/105.

(130146710) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 août 2013.

Freepost S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 1.552.500,00.

Siège social: L-1611 Luxembourg, 55, avenue de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 113.017.

In the year two thousand and thirteen, on the 2nd August.

Before Maître Joëlle SCHWACHTGEN, notary residing in Wiltz, Grand Duchy of Luxembourg.

There appeared:

CLS Luxembourg S.à r.l. a "société à responsabilité limitée", having its registered office at 55, Avenue de la Gare, L-1611 Luxembourg, having a share capital of EUR 5,200,000.-, registered with the Registre de commerce et des sociétés, Luxembourg under the number B 110163

(the "Sole Shareholder"), being the sole shareholder of Freepost S.à r.l.

a "société à responsabilité limitée", having its registered office at 55, Avenue de la Gare, L-1611 Luxembourg, having a share capital of EUR 1,552,500.-, registered with the Registre de commerce et des sociétés, Luxembourg under the number B 113017, incorporated by a notarial deed by Maître Gérard LECUIT, residing in Luxembourg, enacted on 21 December 2005, published in the Memorial C, number 627 of 27 March 2006, on page 30062,

whose articles of association have been amended for the last time by a notarial deed by Maître Jean-Joseph WAGNER, residing in Sanem, enacted on 24 September 2012, published in the Memorial C, number 2765 of 14 November 2012, on page 132695

hereby represented by Mr Samuel Haas, Manager, with professional address at 55, Avenue de la Gare, L-1611 Luxembourg,

by virtue of a proxy under private seal with power of substitution given on 1 August 2013.

The said proxy, after having been signed *ne varietur* by the proxyholder of the appearing party and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed for the purpose of registration.

The Sole Shareholder has taken the following resolution:

Resolution

The Sole Shareholder resolves to amend article 2 of the articles of association of the Company, which shall read as follows:

" **Art. 2.** The Company has as its main corporate object the investment in real estate or real estate related assets, situated in Luxembourg or abroad, in order to derive income from its rental and management. This will be undertaken through acquisition, option of purchase, development and construction of real estate or by any other means. The Company may, from time to time, realise its investments in real estate by sale or any other means.

The Company may, by acquisition of holdings in whatever form or by any other type of investment or security, take part in the establishment and development of any company, registered in Luxembourg or abroad, manufacturer or commercial, having an identical, similar or related corporate purpose than the corporate purpose of the Company or which can facilitate or promote the development of the Company, as well as administer, manage, develop financially, improve, oversee and liquidate, permanently or temporarily, those interests or holdings. The Company can also give assistance to any such company as well as to any company being part of the same group of companies as the Company by means of loans, advances, guarantees or otherwise.

Finally, the Company may carry out, both in Luxembourg and abroad, any kind of general, industrial, commercial, financial, movable or real estate operations as well as any measures of control or supervision relating directly or indirectly, in all or in part, to the fulfillment of its corporate purpose as referred to in the above 2 paragraphs, including to request financing in its favour from any Luxembourg or foreign credit institutions or from a different company or natural person by means of loans, advances, guarantees or by any other means."

Estimated costs

The aggregate amount of costs, remunerations or expenses which shall be charged to the Company by reason of this deed, are estimated at approximately seven hundred and seventy Euro (EUR 770.-).

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the date mentioned at the beginning of this document.

Declaration

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the appearing parties, the present deed is worded in English followed by a French version. At the request of the same appearing parties it is stated that, in case of any discrepancy between the English and the French texts, the English version shall prevail.

The document having been read to the representative of the appearing party, the said person signed, together with the notary, the present original deed.

Suit la traduction française:

L'an deux mille treize, le 2 août 2013.

Par-devant Maître Joëlle SCHWACHTGEN, notaire de résidence à Wiltz, Grand-Duché de Luxembourg.

A comparu:

CLS Luxembourg S.à r.l., une société à responsabilité limitée ayant son siège social 55, Avenue de la Gare, L-1611 Luxembourg, ayant un capital social de EUR 5.200.000,-, enregistrée auprès du registre du commerce et des sociétés sous le numéro B 110163 (l'«Associé Unique»),

associé unique de Freepost S.à r.l., une société à responsabilité limitée ayant son siège social au 55, Avenue de la Gare, L-1611 Luxembourg, ayant un capital social de EUR 1.552.500,-, enregistrée auprès du registre du commerce et des sociétés sous le numéro B 113017, constituée suivant acte notarié reçu par Maître Gérard LECUIT, de résidence à Luxembourg en date du 21 décembre 2005 publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations Numéro 627 du 27 mars 2006, page 30062,

Dont les statuts ont été modifiés pour la dernière fois suivant acte reçu par le Maître Jean-Joseph WAGNER, de résidence à Sanem, en date du 24 septembre 2012, publié au Memorial C le 14 novembre 2012 sous le numéro 2765, page numéro 132695,

ici dûment représentée par Monsieur Samuel Haas, gérant, résidant professionnellement au 55, Avenue de la Gare, L-1611 Luxembourg,

en vertu d'une procuration donnée sous seing privé avec pouvoir de substitution donné le 1 août 2013.

Ladite procuration, après avoir été signée ne varietur par le mandataire de la partie comparante et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités d'enregistrement.

L'Associé Unique a pris la résolution suivante:

Résolution

L'associé unique décide de modifier l'article 2 des statuts de la Société de la façon suivante:

« **Art. 2.** La Société a comme objet social principal l'investissement dans l'immobilier ou dans les actifs liés à l'immobilier, situés à Luxembourg ou à l'étranger, afin de générer des revenus provenant de leur location et leur gestion. Cela pourra se réaliser par l'acquisition, l'option d'achat, le développement et la construction d'immeubles ou par tout autre moyen. La Société peut, de temps à autre, effectuer des investissements dans l'immobilier par la vente ou tout autre moyen.

La Société peut, par la prise de participations de quelque forme que ce soit ou par toute autre forme de placement ou valeurs mobilières, prendre part à l'établissement et au développement de toute entreprise, immatriculée au Luxembourg ou à l'étranger, industrielle ou commerciale, ayant un objet social identique, analogue ou connexe à l'objet social de la Société ou qui est de nature à favoriser ou faciliter le développement de la Société, ainsi qu'administrer, gérer, développer financièrement, mettre en valeur, superviser et liquider, à titre permanent ou temporaire, ces intérêts ou participations. La Société peut également prêter assistance à une telle entreprise ainsi qu'à toute société faisant partie du même groupe de sociétés que la Société au moyen de prêts, avances, garanties ou autrement.

Pour finir, la Société peut accomplir, tant à Luxembourg qu'à l'étranger, toutes opérations généralement quelconques, industrielles, commerciales, financières, mobilières ou immobilières ainsi que toutes mesures de contrôle ou de surveillance se rapportant directement ou indirectement, en tout ou en partie, à l'accomplissement de son objet social tel que défini aux deux paragraphes ci-dessus, parmi lesquelles solliciter des financements en sa faveur auprès de tout établissement de crédits luxembourgeois ou étranger ou de toute autre société ou personne physique au moyen de prêts, avances, garanties ou de tout autre manière.»

Estimation des frais

Le montant total des frais, dépenses, rémunérations et charges, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge à raison du présent acte s'élève à environ sept cent soixante dix euros (EUR 770,-).

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, à la date figurant en tête des présentes.

Déclaration

Le notaire soussigné, qui comprend et parle la langue anglaise, constate que les comparants ont requis de documenter le présent acte en langue anglaise, suivi d'une version française. A la requête desdits comparants, en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

Et après lecture faite et interprétation donnée au représentant de la comparante, celui-ci a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: Haas, Joëlle SCHWACHTGEN.

Enregistré à Wiltz, le 6 août 2013. Relation: WIL/2013/508. Reçu soixante-quinze euros (75,- €),

Le Receveur ff. (signé): Zeimes.

POUR EXPEDITION CONFORME Délivrée à la société pour servir à des fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations..

Wiltz, le 22 août 2013.

Référence de publication: 2013120542/113.

(130146315) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 août 2013.

Five Arrows Secondary Opportunities III Soparfi SCA, Société en Commandite par Actions.

Siège social: L-1637 Luxembourg, 3, rue Goethe.

R.C.S. Luxembourg B 174.439.

In the year two thousand thirteen, on the nineteenth day of July.

Before Us Maître Paul DECKER, notary residing in Luxembourg, (Grand Duchy of Luxembourg), acting in replacement of his colleague Maître Jean SECKLER, notary residing in Junglinster (Grand Duchy of Luxembourg), who last named shall remain depositary of the present deed.

There appeared:

Five Arrows Managers, a public limited liability company ("société anonyme"), having its registered office at 3, rue Goethe, L-1637 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register under number B 143.757, here validly represented by:

- Mr Charles TRITTON, acting in his capacity of Class A Director of Five Arrows Managers, professionally residing in Luxembourg, 3, rue Goethe and

- Mr Angelo LUIS, acting in his capacity of Class B Director of Five Arrows Managers, professionally residing in Luxembourg, 3, rue Goethe.

Five Arrows Managers, represented as said before, acting as general partner (the "General Partner") of Five Arrows Secondary Opportunities III Soparfi S.C.A. (the "Company"), by virtue of the power of attorney granted by the board of directors of the General Partner dated December 20th, 2012 (the "Board of Managers"),

the appearing person, acting in said capacity, has requested the undersigned notary to record her declarations as follows:

1.- The Company has been incorporated pursuant to a deed of Me Francis KESSELER, notary residing in Esch-sur-Alzette, Grand Duchy of Luxembourg, on December 18th, 2012, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations on March 2nd, 2013, number 522.

2.- The subscribed share capital of the Company is currently set at thirty-one thousand euros (EUR 31,000), represented by one (1) management share (the "Management Share") and thirty thousand nine hundred ninety-nine (30,999) ordinary shares (the "Ordinary Shares"), all in registered form, having a nominal value of one euro (EUR 1) each.

3.- Pursuant to article 5.3 of the articles of association of the Company (the "Articles"), the authorised share capital including the subscribed capital of the Partnership is set at ten million five hundred thousand euro (EUR 10,500,000), by the issue of ten million five hundred thousand (10,500,000) new Shares, either Ordinary Shares or shares of different classes (the so-created classes of shares being collectively referred to as the Shares and individually as a Share), but having the same rights as the existing shares.

Pursuant to article 5.2. and 5.3 of the Articles the General Partner is specially authorized and empowered to (i) realise any increase of the corporate capital within the limits of the authorized capital in one or several successive tranches, by the issuing of new shares, with or without share premium, against payment in cash or in kind, by conversion of claims or in any other manner; (ii) limit or withdraw the Shareholders' preferential subscription rights to the new Shares and determine the persons authorised to subscribe for the new Shares (iii) record each share capital increase by way of a notarial deed and amend the register of Shares accordingly.

4.- By resolutions dated December 20th, 2013, the General Partner ratified the increase of the share capital of the Company in relation to the issuance of New Shares and the waiver of the preferential subscription rights of the existing shareholders pursuant to article 32-3 (5) of the Luxembourg law on commercial companies dated 10 August 1915, as amended and article 5.3 of the Articles. The share capital of the Company was therefore increased on December 20th 2013

(i) by an amount of forty-four thousand five hundred and fifty one Euro (EUR 44,551.-) to bring the share capital from its present amount of thirty one thousand euro (EUR 31,000.-) up to seventy-five thousand five hundred fifty-one Euro (EUR 75,551.-) by the issuance and creation of forty four thousand five hundred fifty one (44,551) new Class A Shares, each having a par value of one Euro (EUR 1.-) each, and

(ii) by an amount of one thousand four hundred ninety four Euro (EUR 1,494.-) to bring the share capital from its present amount of to seventy-five thousand five hundred fifty-one Euro (EUR 75,551.-) up to seventy-seven thousand and forty-five Euro (EUR 77,045.-) by the issuance and creation of one thousand four hundred ninety four (1,494) new Class A Shares, each having a par value of one Euro (EUR 1.-) each.

All the forty six thousand and forty five (46,045) New Class A Shares were fully subscribed by the subscribers as detailed in the minutes of the Board of Directors of December 20th, 2012, and being fully paid up in cash on December 11th, 2012 and December 31st, 2012, so that the amount of forty six thousand forty-seven two point twenty-one (46,047.21-) of which forty six thousand and forty five Euro (EUR 46,045.-) were allotted to the corporate share capital and the balance to the share premium account.

5.- As a consequence of the above increase of share capital article 5.1. of the Articles is amended and shall now read as follows:

" Art. 5. Capital.

5.1 The issued share capital of the Company is set at seventy-seven thousand and forty-five Euro (EUR 77,045.-) represented by one (1) management share (the "Management Share"), thirty thousand nine hundred ninety-nine (30,999) ordinary shares (the "Ordinary Shares"), and forty six thousand and forty five (46,045) class A shares (the "Class A Shares"), all in registered form, having a nominal value of one euro (EUR 1) each."

Expenses

The expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever, which shall be borne by the Company as a result of the present increase of capital, are estimated at EUR 2,000.-.

Whereof, the present deed was drawn up in Luxembourg, at the date indicated at the beginning of the deed.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the appearing person the present deed is worded in English, followed by a French version; on request of the same appearing person and in case of divergences between the English text and the French text, the English text will prevail.

After reading the present deed to the appearing person, known to the notary, by his name, surname, civil status and residence, he signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction du texte qui précède:

L'an deux mille treize, le dix-neuf juillet.

Par-devant Maître Paul DECKER, notaire de résidence à Luxembourg, (Grand-Duché de Luxembourg) agissant en remplacement de son confrère Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster (Grand-Duché de Luxembourg), lequel dernier restera dépositaire de la minute.

A comparu:

Five Arrows Managers, une société anonyme, ayant son siège social au 3 rue Goethe, L-1637 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés sous le numéro B 143.757, ici valablement représentée par

- Monsieur Charles TRITTON, agissant en sa qualité d'administrateur de catégorie A de Five Arrows Managers, ayant son adresse professionnelle à Luxembourg, 3, rue Goethe et

- Monsieur Angelo LUIS, agissant en sa qualité d'administrateur de catégorie B de Five Arrows Managers, ayant son adresse professionnelle à Luxembourg, 3, rue Goethe.

Five Arrows Managers, représentée comme ci-avant et agissant en sa qualité de gérant commandité (l'"Associé Commandité") de of Five Arrows Secondary Opportunities III Soparfi S.C.A. (la "Société"), en vertu de la procuration donnée par le Conseil de d'Administration de l'Associé Commandité en date du 20 décembre 2012 (le "Conseil"), le comparant, qui agit ès qualité, a requis le notaire instrumentant de documenter ses déclarations comme suit:

1.- La Société a été constituée en vertu d'un acte reçu par Maître Francis KESSELER, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette, Grand-Duché de Luxembourg, le 18 décembre 2012, publié au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations le 2 mars 2013 sous le numéro 522.

2.- Le capital souscrit de la Société est fixé trente-et-un mille euros (EUR 31.000), représenté par une (1) action de commandité (les «Actions de Commandité») et trente mille neuf cent quatre-vingt-dix-neuf (30.999) actions ordinaires (les «Actions Ordinaires»), toutes sous forme nominative et ayant une valeur nominale d'un euro (EUR 1) chacune;

3.- Conformément à l'article 5.3 des statuts de la société (les "Statuts"), le capital autorisé y compris le capital souscrit de la société est fixé, à dix millions cinq cent mille euros (EUR 10.500.000), par l'émission de dix millions cinq cent mille (10.500.000) nouvelles Actions, soit des Actions Ordinaires, soit des actions de classe différentes (les actions ainsi créées étant collectivement désignées les Actions et individuellement une Action), mais ayant les mêmes droits que les Actions existantes ou sans une telle émission.

Conformément à l'article 5.2. et 5.3. des Statuts, l'Associé Commandité est autorisé spécialement et est en charge de (i) réaliser cette augmentation de capital dans les limites du capital autorisé en une seule fois ou par tranches successives par émission d'actions nouvelles, avec ou sans prime d'émission, à libérer par voie de versements en espèces ou d'apports en nature, par transformation de créances ou de toute autre manière; (ii) limiter ou supprimer les droits de souscription préférentiels des actionnaires aux nouvelles Actions et déterminer les personnes autorisées à souscrire aux nouvelles Actions; (iii) faire constater chaque augmentation de capital social par acte notarié et modifier le registre des Actions en conséquence.

4.- Par résolutions du 20 décembre 2012, l'Associé Commandité a approuvé l'augmentation de capital social de la Société relativement à l'émission de Nouvelles Actions et la renonciation aux droits préférentiels de souscription des actionnaires existants conformément à l'article 32-3 (5) de la loi luxembourgeoise sur les sociétés commerciales du 10 août 1915, telle qu'amendée et à l'article 5.3. des Statuts. Le capital social de la Société a été augmenté à la date 20 décembre 2012 à concurrence d'un montant de:

(i) quarante-quatre mille cinq cent cinquante-et-un euros (44.551,- EUR) pour le porter de son montant actuel de trente-et-un mille euros (31.000,- EUR) à soixante-quinze mille cinq cent cinquante-et-un euros (75.551,- EUR), par la création et l'émission de quarante-quatre mille cinq cent cinquante-et-une (44.551) nouvelles actions de catégorie A, ayant une valeur nominale d'un euro (1,- EUR) chacune, et

(ii) mille quatre-cent quatre-vingt-quatorze euros (1.494,- EUR) pour le porter de son montant actuel de soixante-quinze mille cinq cent cinquante-et-un euros (75.551,- EUR) à soixante-dix-sept mille et quarante-cinq euros (77.045,- EUR), par la création et l'émission de mille quatre-cent quatre-vingt-quatorze (1.494) nouvelles actions de catégorie A, ayant une valeur nominale d'un euro (1,- EUR) chacune.

Toutes les quarante-six mille quarante-cinq (46.045) Nouvelles Actions de catégorie A ont été entièrement souscrites par les souscripteurs tel que détaillé dans le Procès-verbal du Conseil d'administration du 20 décembre 2012, et ont été payées en numéraire le 19 décembre 2012 et le 31 décembre 2012 de sorte que la somme totale de quarante-six mille quarante-sept euros et vingt et un cents (46.047,21- EUR) se trouvaient à la libre disposition de la société, dont quarante-

six mille quarante-cinq euros (46.045,- EUR) ont été alloués au compte capital social de la société et le solde au compte prime d'émission

5.- En conséquence de l'augmentation de capital social ci-dessus l'article 5.1 des Statuts est modifié et aura désormais la teneur suivante:

" Art. 5. Capital.

5.1 Le capital social émis de la Société est fixé à soixante-dix-sept mille et quarante-cinq euros (77.045,- EUR) représenté par une (1) action de commandité (les «Actions de Commandité»), trente mille neuf cent quatre-vingt-dix-neuf (30.999) actions ordinaires (les «Actions Ordinaires»), et quarante-six mille quarante-cinq (46.045) actions de catégorie A (les «Actions de catégorie A»), toutes sous forme nominative et ayant une valeur nominale d'un euro (EUR 1) chacune."

Frais

Les dépenses, frais, rémunérations et charges qui pourraient incomber à la Société à la suite du présent acte sont estimés à environ 2.000,- EUR.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Le notaire soussigné, qui parle et comprend l'anglais, déclare que le comparant l'a requis de documenter le présent acte en langue anglaise, suivi d'une version française, et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

Et après lecture faite et interprétation donnée au comparant, connu du notaire par son nom, prénom, état et demeure, il a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: Charles TRITTON, Audrey COPPEDE, Angelo LUIS, PAUL DECKER.

Enregistré à Grevenmacher, le 23 juillet 2013. Relation GRE/2013/3097. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

Référence de publication: 2013120539/148.

(130146756) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 août 2013.

Bupanel S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8053 Bertrange, 11, rue des Champs.

R.C.S. Luxembourg B 54.421.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013120414/9.

(130146392) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 août 2013.

Buzios Trading S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2450 Luxembourg, 15, boulevard Roosevelt.

R.C.S. Luxembourg B 105.642.

Les comptes annuels au 31.12.2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 23 août 2013.

FIDUCIAIRE FERNAND FABER

Signature

Référence de publication: 2013120415/12.

(130146675) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 août 2013.

Chestnut 1 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 2-4, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 159.053.

Les comptes annuels au 31/12/2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013120430/9.

(130146347) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 août 2013.
